Vol 15 # 04 • Du 28 Juillet au 3 Août 2021 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

WASHINGTON NOMME DANIEL FOOTE POUR QUOI FAIRE ?



Voir page 3

Le jeudi 22 juillet, l'administration Biden a fait de l'ambassadeur américain Daniel Foote, un envoyé spécial pour Haïti

DES TIRS AUX OBSÈQUES DE JOVENEL MOISE



Voir page 3

Le cercueil de Moïse, recouvert du drapeau national et de l'écharpe présidentielle, était exposé dans une esplanade fleurie et sous la garde de soldats des Forces armées haïtiennes











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Funérailles, condoléances, la domination continue!

Par Berthony Dupont

Il était donc impératif pour les policymakers américains de résoudre par leurs moyens routiniers, expéditifs et dans leurs intérêts propres la crise politique haïtienne. Selon l'administration Biden, Jovenel Moise n'était plus utile, ne pouvant plus servir les intérêts stratégiques, il devenait un encombrant, une mauvaise hypothèque pour l'avenir de la politique de domination américaine dans la région qu'elle considère comme leur chasse gardée.

Il fallait s'en débarrasser ! Il faut aux forces impérialistes pour préserver sous de nouvelles formes, leur ancienne domination, leur tutelle sous des pays soumis mais formellement indépendants, empêchant par là, le peuple d'accéder à la pleine maitrise de son destin.

Quelle inquiétude, alors, pourrait pousser Washington à se débarrasser d'un allié fidèle qui lui a rendu beaucoup de services, un gendarme des intérêts des puissances impérialistes et coloniales ?

En fait l'une des raisons les plus sérieuses, les Etats-Unis n'ont pas toléré les critiques acerbes de son mercenaire Jovenel Moise à l'endroit de ses anciens commanditaires, ces groupes d'intérêts parasitaires qui se sont fabuleusement enrichis et sont à l'instar du président assassiné, un instrument entre les mains de l'impérialisme américain. Sa guerre ouvertement déclarée aux oligarques corrompus agace en un sens l'oncle Sam, le protecteur des corrompus.

L'autre insolence de sa part, est d'avoir reçu, le mercredi 2 juin 2021 au palais national, les lettres de créance du nouvel ambassadeur de la fédération Russe accrédité en Haïti, Sergey Melik-Bagdasarov. Par cet acte, il rend effectif les propos prononcés au mois de mars 2021 de la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova *« Haïti est entrée dans une nouvelle période d'instabilité politique et la plus grande crise sociale et économique jamais vue. La Russie est prête à aider les Haïtiens à rétablir la stabilité politique, à maintenir la sécurité intérieure et à former du personnel »*

Est-ce son voyage officiel en Turquie pour participer du 18 au 20 juin 2021, au Forum international de la diplomatie qui s'est déroulé autour du thème « *Diplomatie innovante, nouvelle ère, nouvelle approche* » au cours duquel il a rencontré le président Recep Tayyip Erdogan qui aurait inspiré son assassinat ?

Il fallait en douceur se débarrasser d'une marionnette pour empêcher qu'une véritable révolte populaire, progressiste, anti-impérialiste, basée sur la lutte de classe, balaye le régime et combatte le système d'exploitation, d'oppression et de terreur sans pareil. Une chose est certaine, la liquidation ou l'assassinat ne modifiera en rien la menace qui continue de peser sur le peuple, ses aspirations et son combat.

Depuis l'occupation de la honte des marines américains le 28 juillet 1915, le pays est soumis aux diktats de Washington. Et ce sont les mêmes techniques, les mêmes méthodes, le même scenario qui renaissent de leurs cendres de sorte que rien ne change et la domination impériale continue à barrer la voie de la liberté, de la démocratie authentique pour l'édification d'une société juste, équitable ; par conséquent l'édification du socialisme.

Cette déclaration de l'ambassadeur des Etats-Unis aux Nations-unies Linda Thomas Greenfield au cours des funérailles du 23 juillet en dit tout *« Notre délégation est ici pour apporter un message au peuple haïtien : vous méritez la démocratie, la stabilité, la sécurité et la prospérité. Et nous sommes avec vous »* Pour ajouter ensuite *« Nous exhortons le nouveau Gouvernement d'Haïti à travailler avec la Société Civile pour protéger le peuple haïtien, promouvoir les droits humains et préserver l'État de droit. Les États-Unis continueront de soutenir les efforts du nouveau Gouvernement pour rétablir la sécurité et renforcer la démocratie, la stabilité et la prospérité pour le peuple haïtien. »*

Ces mots étant prononcés pour le besoin et la cause du grand Capital, l'impérialisme impitoyable qui n'a qu'un seul objectif de chercher par les voies et moyens les plus ignobles à retarder la marche inexorable du peuple haïtien. Passé le temps des larmes, il faut maintenant que vienne celui de la réflexion et de la mobilisation populaire pour faire face et vaincre ceux qui veulent transformer le pays en cimetières.

Ne nous faisons aucune illusion, la politique qui suivra ne sera pas, sur le plan des rapports avec les Etats-Unis, différente. L'important pour eux est de replâtrer l'Etat et ce n'est pas du hasard de tenir à leur goût un gouvernement de Jovenel Moise même sans lui.

La réalité est que les Etats-Unis ne sont aucunement concernés par la misère qui sévit dans le pays et les conditions dépravées dans lesquelles vivent les masses laborieuses. C'est le cadet de leur souci, voilà pourquoi, leur seul objectif dans la crise actuelle est de faire les élections de façon à remettre le train sur ces rails.

Le slogan de l'heure, malgré les funérailles, les condoléances, les larmes : la domination impériale continue!

Washington nomme Daniel Foote pour quoi faire ?



De gauche à droite, l'ambassadeur d'Haïti à Washington, Bocchit Edmond, le Premier ministre Ariel Henry, l'envoyé spécial Daniel Foote et Mme Sison



De gauche à droite le sénateur Joseph Lambert, Michele Sison et Daniel Foote



Rencontre de la PNH avec les co-dirigeants Sison et Foote



De gauche à droite le ministre de la justice, l'ambassadeur Michele Sison et l'envoyé spécial Daniel Foote

Par Isabelle L. Papillon

Après l'assassinat crapuleux du président haïtien, l'administration Biden par la filière du CORE Group a installé le mardi 20 juillet 2021 un cabinet ministériel ayant pour Premier ministre le Dr Ariel Henry et pour manifester ses contrôles sur sa chasse gardée, le pays de Jean-Jacques Dessalines, le jeudi 22 juillet, elle a fait de l'ambassadeur américain Daniel Foote, un envoyé spécial pour Haïti.

Cet envoyé aura sans doute pour mission d'agir en tant que dirigeant du pays car selon le porte-parole du département d'État américain, Ned Price «il s'engagera avec des partenaires haïtiens et internationaux pour faciliter la paix et la stabilité à long terme et soutenir les efforts visant à organiser des élections présidentielle et législatives libres et équitables. Il travaillera également avec des partenaires pour coordonner les efforts d'assistance dans plusieurs domaines, notamment l'aide humanitaire, la sécurité et l'enquête. »

Foote dirigera aux cotés de l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, Mme Sison nos efforts pour soutenir le peuple haïtien à la suite de l'assassinat de Jovenel Moïse »a pour sa part tweeté le secrétaire d'État Anthony Blinken.

Ainsi, le samedi 24 juillet dernier, l'ambassadrice Michel Sison et l'envoyé spécial américain en Haïti, Daniel Foote, ont été à l'œuvre car, ils se sont entretenus en la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti avec deux dirigeants des droits humains en l'occurrence le directeur exécutif du RNDDH, Pierre Espérance et Me Gédéon Jean du CARDH « pour écouter les positions et les idées de la société civile haïtienne », a tweeté l'ambassade.

Le 26 juillet ce fut le tour du Premier ministre Ariel Henry, le ministre des affaires étrangères Claude Joseph en présence de l'ambassadeur d'Haïti à Washington, Bocchit Edmond.

Ils ont également rencontré le Directeur à l'intérim de la PNH Léon Charles. Le ministre de la justice et de la sécurité publique Rockefeller Vincent a été invité lui-même en vue de travailler « sur l'état de droit, la reddition de comptes et la lutte contre la corruption en Haïti au profit du peuple haïtien », et la Représentante spéciale du BINUH et des Nations Unies, Helen Lalime.

Heureux de participer à cette réunion, le Président du tiers restant du Sénat, Joseph Lambert a tweeté « J'ai été l'invité des Ambassadeurs Sison et Foote. Notre conversation a été intense. Nos échanges ont considéré la situation d'Haïti qui est dans l'impasse et l'urgence des actions qui doivent être bonnes pour refaire les institutions de l'État »

La question d'un président de la république a été soulevée puisque selon la constitution lui seul peut convoquer le peuple en ses comices ou nommer certains fonctionnaires par exemple les directeurs généraux. Il se pourrait qu'un compromis soit fait sur cette question pour combler le vide, si c'est obligatoire.

En attendant, l'envoyé spécial Daniel Foote a laissé Port-au Prince le 26 Juillet pour se rapporter à la Métropole à Washington, DC.

Des arrestations en cascade



Dimitri Hérard, de l'USGPN

Par Thomas Peralte

Le Coordonnateur de la sécurité présidentielle, le Commissaire Divisionnaire Jean Laguel Civil a été arrêté le lundi 26 juillet. Il a été invité par le Commissaire du Gouvernement de Port-au-Prince Me Bed-Ford Claude à se présenter au Parquet le 13 juillet dernier dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du Président Jovenel Moise, malheureusement, il ne s'était pas présenté.

Le Commissaire est maintenant placé en isolement, puisqu'il est un présumé suspect dans le complot de l'assassinat du Président Jovenel Moïse. Dimitri Hérard, de l'USGPN est pour sa part toujours maintenu dans l'isolement.

Dans la même veine, la Magistrate de la cour de cassation Wendelle Coq Thelot, un mandat d'amener en date du 23 juillet 2021 a été émis contre elle par le Commissaire du Gouvernement de Port-au-Prince parce qu'elle faisait l'objet d'un avis de recherche toujours dans le cadre du dossier d'assassinat à Pèlerin 5, le 7 Juillet 2021. A ce compte, elle fait l'objet d'une interdiction de départ.

Des tirs aux obsèques de Jovenel Moise

Au cours de la messe funèbre des coups de feu ont été entendus et les personnes qui ont assisté aux funérailles ont dû partir sous les gaz lacrymogènes tirés par la police pour évacuer certains manifestants.

Les obsèques du président d'Haïti Jovenel Moise ont eu lieu le vendredi 23 juillet dans la ville du Cap Haïtien, en présence de Martine Moise, la veuve du président. Malgré de fortes mesures de sécurité, des coups de feu ont été entendus lors de la cérémonie et les participants ont dû évacuer sous un nuage de gaz lacrymogène. Alors que les enquêtes sur l'assassinat se poursuivent avec les déclarations de ceux qui seraient impliqués dans l'attaque contre le président.

Un important déploiement policier a couvert les rues de la ville de Cap Haïtien dans le département du Nord d'Haïti. La ville a été le théâtre d'épisodes violents, ce vendredi la tension s'est concentrée aux abords du point



La ville de Cap Haïtien a été le théâtre d'épisodes violents, ce vendredi la tension s'est concentrée aux abords du point où se déroulait la cérémonie d'adieu de Moise

où se déroulait la cérémonie d'adieu de Moise, 53 ans. Quelques instants avant le début de l'événement, la foule a commencé à insulter le chef de la police nationale, Léon Charles, en criant "au meurtrier", tandis que la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les barricades de pneus en feu, situées aux alentours, selon le journal local Gazette Haïti.

Pendant l'homélie de Moise, des gaz lacrymogènes ont été ressentis et plus tard, à l'intérieur de l'enceinte où se déroulaient les funérailles, des coups de feu ont été entendus. Les participants ont dû sortir entre un nuage de gaz dégagé par la police. « *La délégation présidentielle est saine et sauve après la fusillade signalée lors des funérailles. Ils sont tous de retour aux États-Unis* », a déclaré Jen Psaki, la porte-parole de la Maison Blanche.

Le cercueil de Moise, recouvert du drapeau national et de l'écharpe présidentielle, était exposé dans une esplanade fleurie et sous la garde de soldats des Forces armées haïtiennes. La veuve du président, Martine Moise, qui a été grièvement blessée dans l'agression de son mari, était présente au Cap-Haïtien, le bras en écharpe après avoir été soignée dans un hôpital de Floride, dans le sud des États-Unis. La veuve est arrivée accompagnée de ses enfants et d'un important dispositif de sécurité. Devant le cercueil, elle ôta son masque et embrassa le drapeau qui recouvrait le sarcophage.

« Vous avez été abandonné et trahi. Votre meurtre a exposé laideur et lâcheté », a déclaré Martine lors de la cérémonie civile en l'honneur de Moise qui s'est tenue au Cap Haïtien, où il sera inhumé ce vendredi.

Des représentants des délégations étrangères, du corps diplomatique et des membres du gouvernement haïtien étaient présents à la cérémonie et ont présenté leurs condoléances à l'ancienne première dame. Le président des États-Unis, Joe Biden, a envoyé une délégation de haut niveau aux funérailles, dont son ambassadrice aux Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield, et son nouvel envoyé spécial pour Haïti, Daniel Foote, qui arrive sur l'île a confié avec pour mission d'aider à promouvoir l'organisation des élections.

Jusqu'à présent, quelque 28 personnes - 26 Colombiens et deux Haïtiens-Américains - ont été liées au commandement qui a assassiné le président d'Haïti, Jovenel Moise. La police haïtienne affirme que le complot a été organisé par des personnes ayant des ambitions politiques et des liens à l'extérieur du pays. Ce jeudi,

suite à la page(18)

Les néo-colons : les Cinq Familles de l'Apartheid à l'haïtienne!

Par André Charlier

Quand se pointent les chabraques cravatées
J'ai des démangeaisons de Kalach…
(Analyse de classe)

Lò w manje lajan Chango
Fò w peye Chango…
(Tidjo de bra balanse)

Les guerres civiles sont les plus cruelles qui soient
(La Sagesse des Nations)

Il ne devrait pas être bien difficile de quantifier la connaissance en ce qui concerne ce que Lyonel Paquin appelait *la superclasse.* Ces gens sont une minorité visible, au sens que leur épiderme est clair dans un pays essentiellement Noir. De plus, leur origine ethnique est le Moyen-Orient arabe et musulman, en particulier, il me semble, la Syrie et la Palestine. Ils ont aussi choisi de vivre à part, en l'occurrence dans les hauteurs entourant le Port-au-Crime, et, fait passablement révélateur, de se divertir et même de se marier entre eux.

Ils sont un îlot de (très relative) Blancheur dans un pays massivement Noir.

Ils n'ont que des contacts minimaux avec le reste de la population d'Ayiti. Selon moi, ce ne sont plus que les contacts nécessaires et suffisants à l'exploitation économique et politique de celle-ci. Ils se font servir par des travailleuses et travailleurs de maison Noirs, protéger par des gardes de sécurité et une police Noirs, et servir par des politiciens, associations des Doigts de l'Homme, pasteurs et prêtres en majorité Noirs, Enfin (surtout?) une bonne partie – pas tous, il s'en faut – de nos journalistes Noirs, pour lesquels j'avouerai avoir la profonde admiration de celui qui voit d'autres faire ce qu'il aurait dû faire, se détourne de sa mission et de sa Nanchon pour les servir, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes pour sûr, car il s'en trouve toujours pour manger l'Or Maudit…

Et ils sont nombreux à avoir constaté, bien avant l'abominable assassinat du Président, que la police ne se préoccupait de la protection des citoyens que lorsque ceux--ci habitaient les hauteurs – de Pétionville à Furcy. Comme quoi *nèg anba pa moun, se nèg anwo ase ki moun, apa li papa!*

Et supposez que vous n'ayez pas le teint trop clair, et que vous vous pointiez à la porte de fer d'un de ces châteaux imitation France XIIe siècle féodal? L'on vous enverra vous faire voir ailleurs, fusil à pompe calibre 12 à l'appui.

Dans votre propre pays.

Je subodore qu'il y aurait dans notre pays, allant du sommet du Morne la Selle au *Waf Jeremi,* des citoyens de Première Classe (plus ou moins blancs), de Deuxième Classe (plus ou moins noirs), et de Dernière classe, celle qui prend les coups de bâton, les gaz lacrymogènes, et à laquelle on fait manger des balles pour toute pitance. Et qui est Noire.

Colonialisme, Apartheid, et le reste n'est que phrases.

Les colons sont revenus. Ils sont parmi nous. Ils sont les Nèg Anwo, les quelques milliers de sacs à dollars qui condamnent douze millions d'êtres humains à la misère et au désespoir.

Si nou vle sot anba yo, mete tèt nou ansanm pou nou fè sa pou n fè a.

Poste Scriptôme

Dans toute maffia qui se respecte, lorsqu'un maffioso commence à voir la Lumière, il se fait assassiner. A moins que ce ne soit lui qui assassine les autres. Et comme vont les maffias, vont les services secrets et les sociétés secrètes. On y entre vivant, mais on n'en sort que les pieds devant. *A bon entendeur, salut!*

Quant à cette « démocratie » dont les riches et les puissants nous rebattent les oreilles à l'année longue, il faudrait en reparler. Est-ce que par hasard elle aurait quelque chose à voir avec le Gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple, pour lequel nous accepterions tous ak kè kontan de crever, ou quoi que ce soit d'approchant???

Ou se pourrait-il qu'il ne s'agisse que d'un *Gòl A Men,* un de plus? D'une pièce de théâtre qu'on nous fait regarder pendant qu'on vide nos poches au *vacuum cleaner???*

Faudrait savoir de quoi on cause…

AVIS DE DIVORCE

Par Ces Motifs, le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Rodney Giordoni à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action ; admet en conséquence, le Divorce de la dame Kerline Jean-Charles d'avec son époux Rodney Giordoni pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Limbé de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant de la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens. Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Lynx Jean Doyen ai, juge en audience civile et publique en date du vingt mai deux mille seize en présence de Me Hervé C. Hyppolite Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Magloire Desir. Il est Ordonné ect... En Foi de Quoi... Port-au-Prince, le 8 juillet 2021. NB.- Deuxième Publication. Me Jean-Claude Charles, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; Admet le divorce de la dame Kesner MANEUS ,femme née Christane DUVERGER, d'avec son époux le sieur Rivio JEAN-PAUL ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'époux, ce, conformément aux termes des articles 217 et suivants du code civil ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet ,le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet : Ordonne aussi à la dame Rivio JEAN-PAUL femme née Christane DUVERGER de reprendre son nom de jeune fille ; Compense les dépens en raison de la qualité des parties; Commet l'huissier Walky PIERRE de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement ;

Ainsi jugé et prononcé par nous, Pluviose SILIEN, juge en audience civile, ordinaire et publique du lundi vingt quatre (24) mai deux mille vingt et un (2021), An 217ème de l'indépendance, en présence de Mes Eddy DERICE et Jeir PIERRE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me Lucnas ETIENNE Greffier du siège

Il est ordonné. ...etc..... En foi de quoi. ....etc. ...

Me Lucnas ETIENNE,Av Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame Marie Noeline SAINT-FORT d'avec son époux Léon ALFRÈDE , pour injures graves et publiques aux torts de l'époux ;Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Marc, de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant dans la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Ronald PETIT-FRERE, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous Me GABNER FRANÇOIS , juge en audience civile et publique en date du huit Février deux mille vingt et un, en présence de Me Grand Pierre Estimé, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance de monsieur Feronel FILS-AIMÉ, Greffier du siège

Il est ordonné. ....etc.... En foi de quoi. .....etc. ....

Me Charlienor Thompson Officier d'état civil

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; Admet le divorce du sieur Jochel BLANC, d'avec son épouse née Marjorie MIRVILLE ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'époux, ce, conformément aux termes des articles 217 et suivants du code civil; Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Ordonne aussi à la dame Jean Jochel BLANC, femme née Marjorie MIRVILLE de reprendre son nom de jeune fille ; Compense les dépens en raison de la qualité des parties; Commet l'huissier Walky PIERRE de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement ;

Ainsi jugé et prononcé par nous; Pluviose SILIEN, juge en audience civile, ordinaire et publiques du lundi vingt quatre (24) mai deux mille vingt et un (2021), An 217ème de l'indépendance, en présence de Mes Eddy DERICE et Jeir PIERRE , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me Lucnas ETIENNE Greffier du siège .Il est ordonné. ...etc ......

En foi de quoi...... etc ......

Me Lucnas Etienne, Avocat, greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action .ADMET en conséquence le divorce de la dame JOSE NIRVA LEXIDOR d'avec son époux JEHU ELOI pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signifition de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, ANNIE FIGNOLE, juge en audience civile, ordinaire et publique du quatre juillet deux mille dix neuf ,en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.

Il est ordonné. ..etc .....En foi de quoi.... etc.....

Me INGRID KARLINE WOOLLEY OFFICIER D'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen , le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ;Admet en conséquence le divorce du sieur Guy Gérard Georges d'avec son épouse née Marie Kerline Jocelyn , pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port au Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ,compense les dépens vu la qualité des parties Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson Cilius, juge en audience civile et publique du jeudi douze novembre deux mille vingt, en présence de Me Jean Rolex Merove substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY greffier du siège. Il est ordonné. .....etc ......

En foi de quoi etc

Me Jonas Revange, Av.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; admet en conséquence le divorce de la dame Wilkens Mercy, femme née Marie Francette Volcy d'avec son époux Wilkens Mercy, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port au Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, compense les dépens vu la qualité des parties; Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les

Ainsi jugé et prononcé par nous par nous Me Nelson Cilius, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi douze novembre deux mille vingt, en présence de Me Jean Rolex MEROVE Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY Greffier du siège.

Il est ordonné. ....etc .....En foi de quoi..... etc ....

Me Jonas Revange, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame Hermite SAINT FORT d'avec son époux Joseph Guerol DACELIN , pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Marc, de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Ronald PETIT- FRERE de ce Tribunal pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous GABNER FRANÇOIS , juge en audience civile et publique en date du dix huit Février deux mille vingt et un, en présence de Me Grand Pierre Estimé, Substitut du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du monsieur Feronel FILS-AIMÉ, Greffier

Il est ordonné. ...etc..... En foi de quoi... etc .....

Me Charlienor Thompson Officier d'état civil

Deklarasyon Biwo Pwoteksyon Sitwayen yo (OPC)



Renan Hedouville responsab Biwo Pwoteksyon Sitwayen (Opc)

Renan Hedouville responsab Biwo Pwoteksyon Sitwayen (Opc) mande gouvènman Core Group-Ariel Henry a fè tout sa li kapab li pou l idantifye aklè tout moun ki te sipòte oubyen otè entelektyèl ak materyèl zak sasinay Jovenel Moïse la.

Tout moun ki responsab krim enbesil Mèkredi 7 jiyè 2021 an dwe mennen dwat devan lajistis byen vit, pou yo jije yo nan non dwa pou verite ak dwa pou jistis.

Nan kad sasinay Jovenel Moïse, Polis Nasyonal Ayiti (PNH) deja arete 23 moun, pami yo 18 Kolonbyen ak senk Ayisyen-Ameriken. Twa Kolonbyen te mouri pandan operasyon lapolis yo.

Mezi pwovizwa yo ki te pran kont 23 ajan ak chèf inite sekirite ki responsab pou pwoteje prezidan Jovenel Moïse, sèt ladan yo kounye a nan prizon. Se sa nòt Biwo Pwoteksyon Sitwayen (Opc) fè konnen.

Padon Papa Desalin

Papa Desalin padon souple
Papa Desalin padon si w vle
Tande vwa n ki plede mande
Mande w ti zing padon souple
Pou woulo konpresè Apredye
Ki fin souse piye kraze brize
Pou woulo konpresè san zizye
Ki fin demantibile tout diyite
Fòse libète n egalite n travèse

Yo krache sou memwa w ase
Men kou salopri sa a pap pase
Kou zenglendo sa a pap pase
N pap kite memwa w trepase
Anba grif krèy salopri elatriye
Yon krèy jimnastik krebete
Yon pepinyè ti Malis jebede
San ren san fyèl san diyite
Pou demantibile flè diyite

Pou van malveyan san konsyans
Ki krache sou memwa w Padon
Pou krèy mafweze rès repiyans
Ki krache sou diyite w Padon
Pou kolonn vye koral awogans
Ki vwomi sou respè w padon

Papa Desalin tanpri souple
Pa okipe tout rès bèt k ap jape
Papa Desalin w mèt padone
Menm si yo konnen se pa vre
Se sòm nan vèsè manti yo resite

Chè Papa Desalin tanpri souple
Pa janm met fren nan vèb padone
Menm si lwa radote ta sele monte
Kouri sele monte kouri ale sefwe
Trennde grenn nan dyòl mafweze
Ou mèt kite radote san fren rete
Radote jis fèy lang yo chavire
Nan tèt mòn falèz laverite vre
Papa Desalin padone yo souple
Si w koute son van dèyè ti mal vre
Ala gwòsè pil chay ou ta ba l pote !

J. Fatal Pya

Jiyè 2011-Jiyè 2021: Sanba Azò 10 lane lòtbò

J. Fatal Pya

Tan pou m mouri malere,
M pito mouri jenn gason,
Nèg pa konn afê mwen

Pawòl chante Sanmba Azò

Okenn Ayisyen natif natal menm si l pa respekte tèt li pa fouti di l pat konn Gwo kokenn Sanmba sa a. Sanmba Azò se konsa l te rele. Sanmba Azò sa a w tande a, se pat yon Ayisyen konsa konsa non. Jou l te fèt se ak yon kout tanbou manman l te fè fanm chay la koupe kòd lonbrik li. Se sa k fè apre Ti Wowo gwo tanbouyè devan Letènèl, Azò se youn nan pi gwo tanbouyè Ayiti te gen chans pou l te akouche.

E se mwen k pou di w. Sanmba Azò sa w tande a Ayiti Cheri pat janm regrèt li te akouche l menm jan ak anpil lèzòt. Gen anpil moun ki di l te konn jwe tanbou. Men se konnen yo pa konnen. Lè w gade vre Sanmba Azò pat janm nan jwe ak tanbou. Depi w tande se kote Sanba Azò pase si te gen yon tanbou nan zòn nan, li sispèk sispèk. Paske l konnen Sanmba Azò papa tanbou pap jwe ak li.

Grenn je tanbou a nèk tonbe sou men Sanmba Azò sèlman. Ou byen depi tanbou a sispèk Sanba Azò nan zòn nan sèlman. San l pa di yon grenn pawòl tanbou a gen tan koumanse pale jis li depale koze l pa menm metrize. A a se pa pale. Kòm nou konnen jan bèl ti pwovèb la di l la. Azò se 1ye Ayisyen ki te resi fè tanbou pale twòp. Se konsa yon jou kou jodi a jeneral lanmò te di Sanmba Azò se twòp atò. Sanmba Azò te vin twòp pou tè.

Se sa k fè Jeneral lanmò te tonbe fè jalouzi. Li te tann nas li nan Lopital Bèna Mez kote Sanmba a te entène. Se apre l te fin santi kadav kò a te koumanse faya apre l te fin pran kèk bon majè pataswèl anba grif move maladi malentespri. Yon jou 16 jiyè, katchapika lanmò ki te mache sou pwent pye te resi siprann nanm sanba Azò. Fwasa sa se li ki pat nan jwe ak ti bonnanj Sanba a. Li te tonbe jwe ak po tanbou nanm li jis li rachonnen l pakanpak.

Jeneral lanmò te rache Sanba Azò nan men tout Ayisyen ki kwè nan kilti lakay yo. Bon non batèm Azò se Lénord Fortuné. Men non vanyan l se Sanba Azò. E nonm nan pat pote non sa a pou bèl lèt vre. 16 jiyè 2011 se te pi move jou madichon nan lavi Azò. 16 jiyè sa a sot fè 10 lane byen plen depi katchapika lanmò file de bò te fofile defile anbachal vin pike lavi Azò nan do.

Kòm yon lepè bò lakay la konn di n sa. Malè pa janm bat tanbou menm jan ak Sanba Azò. Se konsa malè lanmò te gen tan kreve grenn je tout tanbou anvan Sanmba Azò l te al espantan sou li nan mitan kalfou jennen si m te konnen toujou te twò dèyè. Se konsa tout peyi a ki te kanpe doubout pou te bay Sanmba Azò ochan nan lonè ak tout respè. M sonje sa se tankou se te jounen jodi a. Tout pitit ginen t ap òganize lantèmn l. E, se te yon lantèman nasyonal hòtpòt otorite ki te la nan moman an te mande pou te bay Sanmba Azò.

Li pap twòp si n fè sonje kokenn tanbouyè sa a yo rele Sanmba Azò a te travèse abò bato Imamou pou l te retounen al jwenn zansèt yo nan fon Ginen jou madichon ki te 16 jiyè 2011. Gwo malè sa a te rive apre kadav kò Sanba a te fin faya anba kout grif vye maladi tout kalte. Se nan mitan kè Chalmas, devan Mize Panteyon Nasyonal la yo te monte yon peristil men wòtè.

Se la menm devan brid nan dyòl chwal Wa Anri Kristòf tout Ayisyen pitit fran Ginen te vin bay Sanba a yon dènye ochan Woukoukou. Kiyès ki pa sonje lè Sanba Azò te sou men l epòk kanaval. Toutotan l pa ko pase kanaval pa ko janm koumanse. Se Azò sèl ak Rasin Mapou ki ka mete dife sou Channmas san pesonn pa boule. M sonje sa kou jodi a yon dimanch swa kanaval. M kanpe devan kontribisyon, Azò pe pase l te nan pase 11 zè konsa.



Lenord Fortuné alyas Sanmba Azò

Bon son tanbou pe tonbe si w konn grenn lapli latousen. Kout tanbou fè kenken. Bon chante lwa pe pèdi lavi yo. Bon lòdè florida pe voye alagouj nan kat kwen nan kalfou ri Kazèn ak ri Monseyè Giyou. Gen yon jenn fanm ki pran lwa k sot tonbe sou do pye m bip !!! N pa bezwen menm pèdi tan n mande m anyen. Pa gen anyen ki pe fè m di n ki sa k te pase apre.

N pat voye m al fè repòtaj pou nou. Non, m sonje gen yon gran moun fanm ki di ti manzè « Gade yon jenn fanm. W pa wè se lwa w la ki pa ko batize pitit. Si w pa pran san w nenpòt moun ki konnen ki sa pou l fè l ka vòlè lwa a nan tèt w wi pitit fi m nan ». Azò wa chantè, wa konpozitè, wa powèt ginen, wa tanbouyè travèse sa fè 10 lane men longè. Men non l rete kanpe la byen djanm pou plizyè santèn lane ankò.

Se te yon nòt ofisyèl ki te fè konnen Bohoun Sanmba a te gen pou l fèt nan samdi 23 jiyè 2011 pran 7 tè pou rive 11 zè nan maten. Bon jan pitit Ginen, bon jan Vodouyizan san mank, Sanmba Azò ak Sanmba Wawa ki te travèse lane pase se te de pi gwo nan bon jan papa Mizik Rasin nan. M sonje nan Bohoun pou Sanba Azò, Sanba Wawa ki te koumanse jwe mizik rasin ak Sannba ki travèse se youn nan pi gwo pòtvwa Mizik Vodou a. ;

Li te fè piplis moun konnen Mizik sa a. Pesonn pa janm konnen ki lwa sanmba Azò te sèvi. Men l pat pè l pat krenn pran avyon travèse rive jis nan peyi Japon al fè lwa tout kalte danse nan tèt Japonè ak Japonèz yo. Pou lòt peyi ki deja gen moun ki gen san Ginen k ap kouri monte desann nan venn yo se pa pale. M pa bezwen di n anyen. Ala yon vye sanmba sa a se Vye Sanmba Azò.

Sanba Azò se te premye grenn Ayisyen bon jan Vodouyizan natif natal Leta te bay yon Ochan ak tout yon kalib grad konsa. Se Ati Nasyonal la Mak Bovwa ki te la pou mennen Bohoun nan. Maks Bovwa sa a nan epòk sa a se te pi gwo otorite ki te la pou dirije vodou a kòm sa dwa. “Lè Kadav Sanmba Azò te rive sou Channmas nan yon kabwèt de jennn poulen chwal t ap rale. M te la. Lè gwo otorite nan Leta t pa bay kadav la Ochan m te la tou.

Lè prezidan peyi a nan epòk sa a t ap dekore Sanmba Azò menm lè l te fin travèse. M te la tou. Rasin Mapou gwoup Mizik Rasin li te fonde e l te jwe ladan l jiskaske l travèse a te jwe anpil mizik jou samdi sa a. M te la. Apre anpil kout tanbou te fin jwe yo te mennen kadav Sanmba Azò nan krematoryòm Paks Vila sou wout Aryopò a pou yo boule l jis li tounen poud.

Nan vandredi swa te gen yon gwo veye sou Channmas ki te fèt pou Sanmba Azò. M te la tou. Te gen anviwon 30 gwo atis tout kalib tout plim tout plimay ki te vin bay Sanmba yon dènye Ochan. Fòk nou ta di Sanmba Azò te wè pi lwen pase Antwàn nan Gonmye. Pou sa Ayisyen parèy nou pe fè n pase pou fè blan an yo plezi. Nou ta mèt di Sanba Azò te gen rezon l nan 2 pla men l.

Tout Ayisyen natif natal, pran yon ti tan koute byen. Koute byen se kòm si n tande vwa tenò Sanmba Azò ki pe chante yon chante plenyadò tankou yon simidò. « Boukmann ooooooooo, nan bwa Kayiman. Nou lonmen non w nou pa detounen w nan Bwa Kayiman. Papa Boukmann oooooo, nou gen aseeeee. Papa Boukmann ooo nou rive nan tobout nou ooo Peyi nou divize. Lafanmi dozadooo. Ou pa te fè bwa Kayiman pou n sèvi etranje ».

Occupation américaine d'Haïti, 1915-1934 : Faits saillants

Par Alain Saint-Victor

Que représente l'occupation américaine dans l'histoire haïtienne ? Quelle est sa signification historique ? Quelles que soient les réponses que l'on donne à ces questions, il est évident que l'objectif essentiel de cette occupation était de transformer structurellement l'État haïtien, de le rendre dépendant et soumis aux intérêts américains. Et cela pendant et après l'occupation. Cette occupation comporte donc un programme à long terme, celui de faire rentrer le pays dans la sphère de la domination américaine (dans la périphérie américaine, comme le dirait Samir Amin, comme d'ailleurs ce fut le cas pour plusieurs pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes, le Nicaragua, Cuba, la République Dominicaine, etc.)

Pour mémoire, voici quelques faits saillants qui ont marqué l'occupation militaire américaine d'Haïti de 1915 à 1934.

Le 17 décembre 1914 : des marines américains du bateau de guerre le *Machias* débarquent furtivement dans la capitale haïtienne et s'emparent de 500 000 dollars (en réserve d'or) de la Banque Nationale et propriété de l'État haïtien. Ce montant fut transféré à la National City Bank. Les protestations du gouvernement haïtien n'ont eu aucun résultat.

Le 28 juillet 1915 : après plusieurs tentatives de négociations infructueuses de prendre le contrôle des douanes du pays (principales sources financières), 400 marines débarquent en Haïti. C'est le début de l'occupation. Les marines attaquent les points stratégiques de Port-au-Prince. Les soldats du premier poste attaqués résistent. Les officiers Joseph Pierre, Édouard François, Pierre Sully sont remarqués pour leur héroïsme. Pour justifier l'occupation, le gouvernement américain dit vouloir mettre de l'ordre dans le pays

Le 11 août 1915 : Sudre Dartiguenave est nommé président d'Haïti par les Américains. Dartiguenave promet aux Américains «qu'Haïti peut accepter n'importe quel traité avec les États-Unis. Il pourrait leur garantir le Môle Saint-Nicolas et leur reconnait le droit d'intervenir dans les affaires internes du pays pour sauvegarder l'ordre et contrôler les douanes.»

Le 14 août 1915 : le gouvernement américain impose une Convention à la Chambre des députés. Les termes de cette Convention sont si humiliants pour le pays qu'ils provoquent une violente polémique au sein même des députés. Cette convention prévoit, entre autres, le contrôle des douanes et des finances d'Haïti.


Les Marines américains sont arrivés en Haïti en juillet 1915 et y sont restés dix-neuf ans

Le 12 juin 1918, : une nouvelle Constitution écrite par le futur président américain, Franklin Delano Roosevelt (FDR), fut imposée au pays. Cette Constitution donne droit de propriété immobilière aux étrangers, en violation de la loi qui interdit formellement, depuis Dessalines, à tout étranger de posséder des propriétés en Haïti.

Le 10 avril 1922 : fatigué par l'humiliation constante dont il fut l'objet, Dartigunave refusa une proposition de l'occupant américain de contrôler le système éducatif haïtien. Il fut remplacé par Louis Borno. Ce dernier donna sa collaboration inconditionnelle aux Américains.

Durant les années 1920 : des milliers de carreaux de terre sont accaparés par les compagnies américaines. Des dizaines de milliers de paysans devenus sans terre sont contraints de travailler pour ces compagnies. Ils reçoivent un salaire de misère qui leur permet à peine de se nourrir. Plusieurs de ces paysans sont également obligés militairement de faire la corvée, un travail de construction de route de pénétration pour les compagnies. Ils reçoivent comme compensation de la nourriture.

Au cours de cette période : des dizaines de milliers de paysans haïtiens quittent le pays. Ils immigrent surtout à Cuba. Certains le font clandestinement en allant chercher du travail. Plusieurs sont encouragés à s'expatrier par les Américains. Ils sont recrutés par des compagnies sucrières américaines localisées à Cuba.

La résistance armée

Un des premiers chefs rebelles, Ismaël Codio, se révolte avec ses troupes dans les montagnes du Sud. En janvier 1916, ils attaquent Port-au-Prince et mettent le feu au bureau d'un chef américain. Codio est capturé quelque temps après, cependant même en prison, il organise des révoltes et démoralise l'administration. Au cours de l'année, Codio est libéré de prison par ces partisans. La tension monte et les Américains doivent faire appel à des troupes venant de Guantanamo.

Codio est capturé à Fonds Parisien où les Américains s'empressent de le fusiller ainsi que ses partisans.

Dans la même période, des mouvements de révolte spontanés ont lieu dans le Sud, dans l'Ouest et dans le Nord. Les quartiers populaires de Port-au-Prince se révoltent également. Face à cette situation, l'occupant effectue de véritables massacres. Pour les Américains, c'est une première campagne de «pacification», mais en réalité, comme l'écrit Dantès Belgarde, «ce fut une campagne de terreur et de massacre». C'est ainsi que se termine la première guerre des cacos.

Les rebelles dispersés et disséminés dans les montagnes trouvent un nouveau chef : Charlemagne Péralte.

Péralte non seulement fonde une organisation militaire beaucoup mieux structurée, tous les cacos le reconnaissent comme le leader, mais il donne une orientation politique et idéologique à la lutte. Il signe tous les documents qu'il publie de la façon suivante : «Chef de l'armée révolutionnaire luttant contre les Américains sur la terre haïtienne.»

L'objectif de la guerre est donc bien défini. Le but final est l'expulsion de l'occupant et le recouvrement de la souveraineté nationale. Cette ligne clairement définie sert de ciment entre les combattants et leur chef.

Le 11 octobre 1916, Charlemagne accompagné de ses frères Saül et Saint-Rémy ainsi que 60 hommes attaquent la maison du commandant de Hinche. L'attaque tourne court, il est arrêté et condamné à 5 ans de prison.

Incarcéré, il continue de prêcher la résistance et le recours aux armes pour libérer le pays.

Le 3 septembre 1917, il réussit à convaincre la sentinelle de garde de fuir avec lui dans les montagnes pour déclencher la lutte.

Une fois dans les montagnes, Péralte réorganise son armée. Il nomme des généraux et crée un véritable état-major. Chaque localité a un chef. Il prend le Nord sous son autorité personnelle, Benoit Batraville contrôle le Plateau Central. De nombreux paysans font preuve de capacité de stratèges et de chefs. Citons par exemple : Estraville, Olivier, Ectraville, Papillon, Adhémar, etc.

Enraciné dans le peuple, le mouvement développe une méthode de combat qui réussit à tromper l'ennemi : «les tambours envoyaient des messages à des centaines de kilomètres…les madans saras servaient d'agents actifs de propagande et de liaison, etc.»

Péralte «continua la merveilleuse tradition de tous ceux qui prirent les armes contre les colons espagnols, anglais ou français…Son talent révolutionnaire, politique et militaire lui permit de comprendre et mettre en pratique quelques-unes des lois de la guerre révolutionnaire qui furent plus tard systématisées par des théoriciens tels que Mao Tsé-Toung et Che Guevara : mobilité constante, union étroite avec le peuple, attaque surprise et retrait stratégique rapide, etc.»

La guérilla de Charlemagne dura presque trois ans. Ses tactiques étaient tellement efficaces que les Américains ont dû avoir recours à deux traîtres pour l'assassiner, Jean-Baptiste Conzé et Edmond François.

Dans l'objectif de terroriser la population, les Américains exposent publiquement le cadavre de Charlemagne. Mais ce dernier jouit d'une telle vénération que les Américains jugent nécessaire de lui donner une sépulture simulée dans cinq endroits différents pour empêcher que son tombeau ne devienne un lieu de pèlerinage pour de futurs cacos.

Peu de temps après la mort de Péralte, Benoit Batraville prend la tête de la rébellion. Il fut également assassiné par traîtrise le 19 mai 1920. Son cadavre est exposé également publiquement.

D'après l'estimation de l'historienne Suzy Castor, le nombre de victimes de cette guerre s'élève à 11 000 morts.

Avec l'échec de la guérilla des cacos, la lutte contre l'occupation prend d'autres formes: des grèves, des manifestations éclatèrent un peu partout. Parmi ces grèves, celle de Damiens, organisée par les étudiants, occupe une place importante.

À l'entrée de la ville des Cayes, à Marchaterre, des paysans voulant rejoindre une grève organisée dans la ville sont massacrés par des militaires américains. 22 paysans sont tués et 51 blessés.

Ces deux incidents survenus en 1929 contribuent à augmenter encore plus les tensions sociales qui étaient déjà très élevées.

Les Américains quittent le pays en 1934, non sans avoir institué l'armée d'Haïti qui servira comme gardienne de leurs intérêts en Haïti.

Le mouvement nationaliste petit-bourgeois qui prend le pouvoir en 1934 en la personne de Sténio Vincent se décompose rapidement, comme l'observe Jacques Roumain. Les nouvelles structures de l'État, héritages de l'occupation, servent de base pour la continuation de l'exploitation économique du pays par les compagnies américaines. Commence alors l'ère de la domination néocoloniale américaine sur Haïti qui dure jusqu'à maintenant.

Alain Saint-Victor

NB : toutes les données historiques sont tirées du livre de Suzy Castor : *L'occupation américaine d'Haïti,* Éditions CRESFED, 1987, 317p.

Assassinat de Jovenel Monel Moïse, retour sur un meurtre politique ! (1e partie)

Nous sommes le mercredi 7 juillet 2021. Il est cinq heures du matin. Doucement, Haïti se réveille. Lentement, les stations de radio s'apprêtent à ouvrir leurs matinales d'informations quotidiennes. Quand soudain, la nouvelle tombe comme une bombe : le Président de la République, Jovenel Moïse, aurait été assassiné chez lui à Pèlerin 5 par un commando aux environs d'une heure du matin. Aussitôt, toutes les rédactions se mobilisent et se mettent en quête de vérification de la nouvelle. A la vérité, alors même que l'information a été vérifiée par diverses sources crédibles, éditorialistes, journalistes et commentateurs politiques, reporters, tous refusent de croire à la véracité de l'incroyable nouvelle. Ils restent donc prudents. Certains refusent même d'annoncer la terrible nouvelle. Incrédule, aucun professionnel de la presse ne veut imaginer un scénario catastrophe de ce genre. Pourtant, dans la capitale haïtienne et même dans tout le pays, à travers les réseaux sociaux, la nouvelle se répand comme une trainée de poudre au sein de la population.

Et au fur et à mesure que le jour se lève sur Port-au-Prince, la nouvelle de l'assassinat du chef de l'Etat ne cesse d'être confirmée par les plus hautes autorités de l'Etat et des membres du gouvernement. Oui, une fois encore, la République vient d'être frappée par une nouvelle tragédie politique. Un Président de la République en exercice a été assassiné. Le 5e en l'espace de trois siècles. Ce drame national vient nous rappeler qu'il y a 215 ans déjà la Nation fût touchée par la première tragédie politique de son histoire, c'était celle du 17 octobre 1806. Oui, le 7 juillet 2021, le Président de la République en exercice, Jovenel Moïse dit « Nèg bannann nan », est bel et bien assassiné comme un citoyen lambda sur son lit dans sa chambre à coucher et son épouse Martine, la Première dame, est grièvement blessée. Depuis l'annonce de ce nouveau drame national, si Haïti garde un silence plus qu'inquiétant, la vie dans la Cité n'est plus la même. La stupeur a envahi presque la totalité de la population. Du plus petit au plus grand, des partisans les plus dévoués du pouvoir aux oppositions les plus hardies du chef de l'Etat, c'est le choc. L'incompréhension !

C'est d'autant plus ahurissant pour cet assassinat qu'il n'y a eu aucune autre victime ni blessé, à part, bien sûr, l'épouse du Président qui, finalement, a eu la vie sauve et l'on se demande encore par quel miracle. La journée du 7 juillet 2021 a été le jour où le pays a basculé dans une frénésie de questionnements dont on attend toujours et encore les multiples réponses qui éclairciront sans doute les raisons pour lesquelles Jovenel Moïse a été tué et si sauvagement mutilé à la vue des photographies de son cadavre en circulation sur les Réseaux sociaux. Si personne ne se doute pourquoi ce Président qui suscitait tant de clivages politiques et qui avait beaucoup d'ennemis dans divers secteurs a été lâchement massacré, l'interrogation qui domine la société et même à l'International c'est : qui a pu monter un tel coup et le réussir avec autant de brio si on ose le dire ? Les questions sont d'autant plus pertinentes, comme on l'a dit plus haut, pas un chat n'a été égratigné lors de l'attaque.



La Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) vient de procéder le lundi 26 juillet 2021, à l'arrestation de Jean Civil Laguel, ex-Coordonnateur Général de la Sécurité Présidentielle

Même les deux chiens, dont un aveugle, que possède le couple présidentiel dans la résidence n'ont pas aboyé ce soir-là. Alors que les rafales assourdissantes d'armes automatiques des mercenaires pleuvaient sur le quartier de Pèlerin en général et la rue où habite la famille présidentielle, Pèlerin 5 en particulier. La première des questions et la plus légitime, la plus lucide, la plus logique paraissant pour tout le monde d'une simplicité déroutante était où étaient passées les gardes de sécurité du chef de l'Etat au moment où les assassins se livraient à tout ce vacarme en pénétrant dans le périmètre de la résidence ? Quand on sait que même les cortèges de ministres, des diplomates et tout autre officiel pour y avoir accès il faut présenter patte blanche. Selon les vidéos devenues virales sur la toile, on a un petit aperçu de la manière dont le commando s'y est pris. Mais cela n'explique pas tout sinon n'explique rien du tout.

La vérité est que pas un coup de feu n'a été tiré de la part des agents de sécurité du Président de la République alors même qu'il se faisait descendre comme un chien dans son lit aux environs d'une heure du matin. Curieux ! Mystère ! Bien sûr, le bataillon de mercenaires qui se faisaient passer pour des agents fédéraux américains de DEA, l'Agence antidrogue, criaient : « ne tirez pas », « ne tirez pas », « nous n'avons rien contre vous », « ne tirez pas », « DEA opération, ne tirez pas » etc. Mais quand même ! Un moment il faut être sérieux. Enfin ! Comment des policiers spécialisés chargés de la protection d'un Président de la République sur son territoire puissent tomber dans ce panneau aussi simpliste, aussi banal, aussi invraisemblable ? Cela ressemble plus à un marché de dupes qu'à une réalité qui, pour le moment, échappe à tous sauf naturellement aux commanditaires de ce meurtre politique exécuté de façon crapuleuse et sadique sur la personne du Président de la République.

Dans ce qui ressemblait à un dilemme cornélien pour les policiers de sécurité à ce moment précis, deux hypothèses peuvent être avancées en guise de réponse : Premièrement, soit les trois corps de policiers faisant partie des unités spécialisées de la police nationale haïtienne USGPN (Unité de Sécurité Générale du Palais National), USP (Unité de Sécurité du Palais), et Cat Team qui constituent les entités qui protègent et sécurisent le chef de l'Etat et sa résidence publique, le Palais national, et privée, sa maison personnelle, avaient reçu l'ordre de leurs commandants hiérarchiques de laisser faire les assaillants, c'est-à-dire, en obéissant et exécutant à la lettre les injonctions des faux agents fédéraux de la DEA qui étaient soi-disant en opération. Ces trois unités d'élite de la police haïtienne étaient commandées respectivement au moment des faits, par : Dimitri Hérard, Léandre Pierre Osman et Paul Eddy Amazan, le tout coordonné par le Commissaire divisionnaire Jean Laguel Civil.

Donc, puisque nous sommes dans des suppositions jusqu'à maintenant, les trois, voire les quatre responsables de sécurité du Président Jovenel Moïse savaient que ce soir-là il allait y avoir une intervention à la résidence du Président de la République. Peut-être, ces pauvres policiers, en nombre de 24, en service le soir du 6 au 7 juillet 2021, ne s'attendaient point, voire ignoraient complètement qu'il s'agissait de l'assassinat du Président Moïse qu'ils cautionnaient en se faisant complices, malgré eux, de leurs chefs hiérarchiques qui eux, font bel et bien partie des comploteurs. Sinon, il n'y a aucune raison valable ni alibi possible pour que 24 policiers des unités d'élite, hautement préparés pour ce genre de situation, restent les bras croisés au moment où le premier citoyen de la Nation se fait assassiner par un groupe de mercenaires étrangers comme un mouton qu'on sacrifie sur l'autel de rivalité politique, d'intérêts économiques et d'ambition de pouvoir. C'est l'enquête qui le dira. En tout cas, la Nation demande des comptes. Elle attend avec curiosité et impatience les conclusions de cette quête pour la vérité et pour l'histoire.

Deuxièmement, si les trois entités spécialisés de la police chargées de la protection du Président pouvaient tomber sciemment dans ce piège, dans cette fable de DEA et laissaient passer tranquillement le commando aller tuer le chef de l'Etat par le seul fait que ces membres s'identifient comme étant des membres de l'Agence américaine antidrogue, c'est grave. Nous dirons que c'est encore plus grave que la trahison si c'en est une. Puisque, dans ces conditions, aucun chef d'Etat d'Haïti n'est à l'abri. Alors comme ça, il aurait suffi qu'un groupe d'individus décide de s'en prendre à n'importe quelle autorité du pays y compris le Président de la République en s'affublant du titre de membres de la DEA américaine pour que les forces publiques : la police, l'armée, Service d'intelligence les laissent passer sans même exiger de voir leur autorisation ou de s'informer auprès de leurs chefs hiérarchiques pour savoir de quoi il retourne. Franchement, on ne comprend pas ce raisonnement. Même aux Etats-Unis d'Amérique les agents Fédéraux de la DEA et de n'importe quelle Agence Fédérale ou forces de police d'ailleurs (FBI, CIA et autres) ne peuvent pénétrer comme bon leur semble dans n'importe quelle administration ou institution publique.

Ils sont tenus de présenter ou décliner au préalable leurs identités ou spécifier la mission pour laquelle ils sont présents. Tout ceci pour des raisons justement de sureté et de sécurité publique. Alors, voire que des individus s'approchent de très près de la résidence des hauts fonctionnaires de police, de l'armée, des Parlementaires, du gouvernement fédéral sans parler du Président ou du vice-Président des Etats-Unis pour quel que motif que ce soit. Surtout en tirant des rafales d'armes automatiques sous prétexte qu'il s'agissait d'une opération de police ou de Douane ou de la DEA à la recherche d'individus ou de trafiquants. Impensable ! Alors comme ça en Haïti, les forces de police auraient pour consigne de ne pas riposter, ni entraver les opérations de police, du FBI ou de la DEA et ce quel que soit l'endroit où ces agences étrangères opèrent même s'ils devaient s'en prendre directement au Président de la République. En vérité, cela nous dépasse et nous indigne. Les forces de sécurité des plus hautes autorités du pays (gouvernement, parlementaire et judiciaire) et bien entendu du chef de l'Etat et du Premier ministre ne savent pas qu'elles ne doivent obéir qu'aux autorités haïtiennes qui les commandent effectivement.

A bien comprendre ce qui s'est passé le 7 juillet 2021 en Haïti, les trois unités spécialisées de la police nationale haïtienne (PNH) qui assurent la sécurité et la protection des hauts dignitaires de l'Etat y compris celui exerçant le pouvoir suprême dans ce pays en particulier ont pour consigne de ne pas s'interposer ni empêcher l'arrestation, l'enlèvement ou l'assassinat de ces personnalités qu'ils ont sous leurs responsabilités dès qu'il s'agit d'une police étrangère. Mais de quelle autorité émane cet ordre absurde et dangereux ? Qui a donné cette consigne stupide ? Donc le chef de l'Etat, le Premier ministre et les membres de son gouvernement, le Président de l'Assemblée Nationale et les parlementaires, le Président de la Cour de cassation et l'ensemble des membres du corps judiciaire, etc peuvent être arrêtés, enlevés, tués par n'importe quel agent d'une Agence Fédérale des Etats-Unis, de France, du Canada et pourquoi pas de la République Dominicaine sans qu'aucun policer ne puisse s'opposer ni même demander de voir l'ordre de mission.

On nage en plein délire dans ce pays.

Faut-il le rappeler au passage que la République Dominicaine est depuis toujours une véritable base arrière pour tous ceux qui ont l'intention de déstabiliser Haïti. Cela a été d'ailleurs illustré par le développement des derniers évènements avec la révélation des enquêteurs sur l'assassinat du chef de l'Etat. Bien que ce soit contredit par le journal The Washington Post qui informe que la rencontre de planification de l'assassinat du Président haïtien par Christian Emmanuel Sanon avait eu lieu de préférence dans une salle de Conférence à Fort Lauderdale en Floride, non en République Dominicaine, alors que la police haïtienne confirme que c'est bien dans un hôtel de la capitale de ce pays, Santo Domingo, qu'a été mis au point le plan du meurtre du Président haïtien par un groupe très hétéroclite composé : de politiciens haïtiens, de banquiers américains, d'hommes d'affaires haïtiens et de colombiens, pour ces derniers tous des anciens des forces spéciales de l'armée colombienne. (A suivre)

C.C

Haiti and Cuba in the Caribbean's Hour of Crisis



A painting of Haitian revolutionary forces fighting the French army during the nation's revolution from 1791 to 1804.

by Vijay Prashad

Haiti and Cuba are products of the wretchedness of slavery, rooted in an oppressive plantation economy, but also sources of hope: both broke those shackles, Haiti in 1804 and Cuba in 1959.

In 1963, the Trinidadian writer CLR James released a second edition of his classic 1938 study of the Haitian Revolution, *The Black Jacobins: Toussaint L'Ouverture and the San Domingo Revolution*. For the new edition, James wrote an appendix with the suggestive title "From Toussaint L'Ouverture to Fidel Castro."



President Jean-Bertrand Aristide speaking to a crowd in 2003, the year he demanded $21.7 billion from France, restitution of Haiti's "independence debt." Photo: Daniel Morel

In the opening page of the appendix, he located the twin revolutions of Haiti (1804) and Cuba (1959) in the context of the West Indian islands: 'The people who made them, the problems and the attempts to solve them, are peculiarly West Indian, the product of a peculiar origin and a peculiar history'. Thrice James uses the word "peculiar," which emerges from the Latin *peculiaris* for "private property" (*pecu* is the Latin word for "cattle," the essence of ancient property).

Property is at the heart of the origin and history of the modern West Indies. By the end of the 17th century, the European conquistadors and colonialists had massacred the inhabitants of the West Indies. On St. Kitts in 1626, English and French colonialists massacred between two and four thousand Caribs – including Chief Tegremond – in the Kalinago genocide, which Jean-Baptiste Du Tertre wrote about in 1654. Having annihilated the island's native people, the Europeans brought in African men and women who had been captured and enslaved. What unites the West Indian islands is not language and culture, but the wretchedness of slavery, rooted in an oppressive plantation economy. Both Haiti and Cuba are products of this 'peculiarity', the one being bold enough to break the shackles in 1804, and the other able to follow a century and a half later.

Today, this is the hour of crisis in the Caribbean.

On Jul. 7, just outside of Haiti's capital of Port-au-Prince, gunmen broke into the home of President Jovenel Moïse, assassinated him in cold blood, and then fled. The country – already wracked by social upheaval sparked by the late president's policies – has now plunged even deeper into crisis. Already, Moïse had forcefully extended his presidential mandate beyond his term as the country struggled with the burdens of being dependent on international agencies, trapped by a century-long economic crisis, and struck hard by the pandemic. Protests had become commonplace across Haiti as the prices of everything skyrocketed and as no effective government came to the aid of a population in despair. But Moïse was not killed because of this proximate crisis. More mysterious forces are at work: U.S.-based Haitian religious leaders, narco-traffickers, and Colombian mercenaries. This is a saga that is best written as a fictional thriller.

Four days after Moïse's assassination, Cuba experienced a set of protests from people expressing their frustration with shortages of goods and a recent spike of COVID-19 infections. Within hours of receiving the news that the protests had emerged, Cuba's President Miguel Díaz-Canel went to the streets of San Antonio de los Baños, south of Havana, to march with the protestors. Díaz-Canel and his government reminded the 11 million Cubans that the country has suffered greatly from the six-decade-long illegal U.S. blockade, that it is in the grip of Trump's 243 additional "coercive measures," and that it will fight off the twin problems of COVID-19 and a debt crisis with its characteristic resolve.

Nonetheless, a malicious social media campaign attempted to use these protests as a sign that the government of Díaz-Canel and the Cuban Revolution should be overthrown. It was clarified a few days later that this campaign was run from Miami, Florida, in the United States. From Washington, DC, the drums of regime change sounded loudly. But they have not found much of an echo in Cuba. Cuba has its own revolutionary rhythms.

In 1804, the Haitian Revolution – a rebellion of the plantation proletariat who struck against the agricultural factories that produced sugar and profit – sent up a flare of freedom across the colonized world. A century and a half later, the Cubans fired their own flare.

The response to each of these revolutions from the fossilized magnates of Paris and Washington was the same: suffocate the stirrings of freedom by indemnities and blockades. In 1825, the French demanded through force that the Haitians pay 150 million francs for the loss of property (namely human beings). Alone in the Caribbean, the Haitians felt that they had no choice but to pay up, which they did to France (until 1893) and then to the United States (until 1947). The total bill over the 122 years amounts to $21 billion. When Haiti's President Jean-Bertrand Aristide tried to recover those billions from France in 2003, he was removed from office by a coup d'état.

After the United States occupied Cuba in 1898, it ran the island like a gangster's playground. Any attempt by the Cubans to exercise their sovereignty was squashed with terrible force, including invasions by US forces in 1906-1909, 1912, 1917-1922, and 1933. The United States backed General Fulgencio Batista (1940-1944 and 1952-1959) despite all the evidence of his brutality. After all, Batista protected U.S. interests, and U.S. firms owned two-thirds of the country's sugar industry and almost its entire service sector.

The Cuban Revolution of 1959 stands against this wretched history – a history of slavery and imperial domination. How did the U.S. react? By imposing an economic blockade on the country from Oct. 19, 1960 that lasts to this day, which has targeted everything from access to medical supplies, food, and financing to barring Cuban imports and coercing third-party countries to do the same. It is a vindictive attack against a people who – like the Haitians – are trying to exercise their sovereignty. Cuba's Foreign Minister Bruno Rodríguez reported that between April 2019 and December 2020, the government lost $9.1 billion due to the blockade ($436 million per month). "At current prices," he said, "the accumulated damages in six decades amount to over $147.8 billion, and against the price of gold, it amounts to over $1.3 trillion."

(None of this information would be available without the presence of media outlets such as Peoples Dispatch, which celebrates its three-year anniversary this week. We send our warmest greetings to the team and hope that you will bookmark their page to visit it several times a day for world news rooted in people's struggles.)

On Jul. 17, tens of thousands of Cubans took to the streets to defend their Revolution and demand an end to the U.S. blockade. President Díaz-Canel said that the Cuba of "love, peace, unity, [and] solidarity" had asserted itself. (In solidarity with this unwavering affirmation, we at *Tricontinental* called for participation in the exhibition *Let Cuba Live* which launched on Jul. 26 – the anniversary of the revolutionary movement that brought Cuba to Revolution in 1959. International artists and militants are participating in this flash exhibition to amplify the campaign #LetCubaLive to end the blockade.)

A few weeks before the most recent attack on Cuba and the assassination in Haiti, the United States armed forces conducted a major military exercise in Guyana called Tradewinds 2021 and another exercise in Panama called Panamax 2021. Under the authority of the United States, a set of European militaries (France, the Netherlands, and the United Kingdom) – each with colonies in the region – joined Brazil and Canada to conduct Tradewinds with seven Caribbean countries (The Bahamas, Belize, Bermuda, Dominican Republic, Guyana, Jamaica, and Trinidad and Tobago). In a show of force, the U.S. demanded that Iran cancel the movement of its ships to Venezuela in June ahead of the U.S.-sponsored military exercise.



Cuban President Miguel Díaz-Canel Bermúdez at the head of a recent Cuban demonstration in Havana in support of the Cuban government. Photo: Estudios Revolución

The United States is eager to turn the Caribbean into its sea, subordinating the sovereignty of the islands. It was curious that Guyana's Prime Minister Mark Phillips said that these U.S.-led war games strengthen the "Caribbean regional security system." What they do, as our recent dossier on U.S. and French military bases in Africa shows, is to subordinate the Caribbean states to U.S. interests. The U.S. is using its increased military presence in Colombia and Guyana to increase pressure on Venezuela.

Sovereign regionalism is not alien to the Caribbean, which has made four attempts to build a platform: the West Indian Federation (1958-1962), Caribbean Free Trade Association (1965-1973), Caribbean Community (1973-1989), and CARICOM (1989 to the present). What began as an anti-imperialist union has now devolved into a trade association that attempts to better integrate the region into world trade. The politics of the Caribbean are increasingly being drawn into the orbit of the U.S.. In 2010, the U.S. created the Caribbean Basin Security Initiative, whose agenda is shaped by Washington.

In 2011, our old friend Shridath Ramphal, Guyana's foreign minister from 1972 to 1975, repeated the words of the great Grenadian radical T. A. Marryshow: "The West Indies must be West Indian." In his article "Is the West Indies West Indian?," he insisted that the conscious spelling of "The West Indies" with a capitalised "T" aims to signify the unity of the region. Without unity, the old imperialist pressures will prevail as they often do.



Fidel Castro riding into Havana in January 1959, marking the victory of the Cuban Revolution's in its first test, the overthrow of the Batista dictatorship

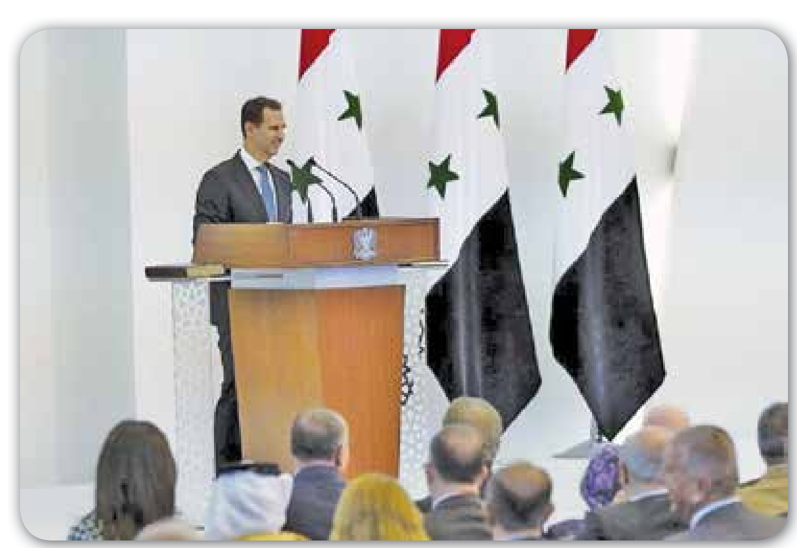
In 1975, the Cuban poet Nancy Morejón published a landmark poem called *Mujer Negra* ("Black Woman"). The poem opens with the terrible trade of human beings by the European colonialists, touches on the war of independence, and then settles on the remarkable Cuban Revolution of 1959:

I came down from the Sierra
to put an end to capital and usurer,
to generals and to the bourgeoisie.
Now I exist: only today do we own, do we create.
Nothing is alien to us.
The land is ours.
Ours are the sea and sky,
the magic and vision.My fellow people,
here I see you dance
around the tree we are planting for communism.
Its prodigal wood already resounds.

The land is ours. Sovereignty is ours too. Our destiny is not to live as the subordinate beings of others. That is the message of Morejón and of the Cuban people who are building their sovereign lives, and it is the message of the Haitian people who want to advance their great Revolution of 1804.

This is an abridged version of an article first published by Tricontinental: Institute for Social Research, of which Vijay Prashad is the executive director.

DISCOURS D'INVESTITUR



Le président Bachar al-Assad réélu à la présidence de la République arabe syrienne au suffrage universel par une très grande majorité du peuple syrien le 26 mai dernier

Par Bachar al-Assad

De la nécessité de tirer les leçons des dix années de guerre sur la Syrie !

Ce 17 juillet, après avoir passé en revue les Forces armées syriennes, le président Bachar al-Assad réélu à la présidence de la République arabe syrienne au suffrage universel par une très grande majorité du peuple syrien le 26 mai dernier, a prononcé le serment constitutionnel tel qu'il figure dans l'Article 7 de la constitution syrienne : « Je jure par Dieu le Tout Puissant de respecter la Constitution du pays, ses lois et son système républicain ; de protéger les intérêts du peuple et ses libertés ; de préserver la souveraineté de la patrie, son indépendance, sa liberté et de défendre l'intégrité de son territoire ; de travailler à la réalisation de la justice sociale et à l'unité de la nation arabe. »
À l'issue de sa prestation du serment devant l'Assemblée du peuple comme le veut l'Article 90 de la constitution, il s'est adressé au peuple syrien par un discours de plus d'une heure. Un discours qui pourrait être divisé en trois grandes parties, la première étant remarquable par son insistance sur la nécessité de tirer les leçons des dix dernières années de guerre sur la Syrie en se concentrant uniquement sur les causes internes ayant mené aussi bien à l'ingérence des ennemis qu'à l'échec de leurs paris. En voici une traduction que nous espérons aussi fidèle que possible. [NdT].

Mesdames et Messieurs les membres de l'honorable Assemblée du peuple,

À vous tous ici présents, aux soldats de nos vaillantes Forces armées qui forment le bouclier de la nation, aux héros blessés, aux familles des martyrs qui sont la source de l'héroïsme, aux personnalités patriotes qui ont résisté, initié et travaillé à la défense de leur patrie, chacune de sa place, à sa manière et selon ses capacités, parmi lesquelles je citerai particulièrement les instituteurs et les institutrices qui ont donné leur maximum à des générations d'élèves, dont moi-même qui me tiens aujourd'hui devant eux avec respect et déférence.

À vous tous, à vous cher peuple résistant, j'adresse le salut d'une patrie solide et fière en une époque de déliquescence, d'oppression et de soumission ; le salut d'un peuple qui a protégé sa patrie au prix de son sang et à la fidèlement portée dans son cœur et en son âme ; le salut d'un peuple qui s'est révélé à la hauteur de sa responsabilité historique lorsqu'il a préservé cette alliance, concrétisant son appartenance à la patrie dans son sens le plus noble et l'unité de la nation de la meilleure des façons. Un peuple qui a prouvé au monde, une fois de plus, que le destin de la Syrie est d'offrir à l'Histoire des épopées dont les pages sont à lire par tous ceux qui veulent bénéficier de leçons sur l'honneur, la fierté, la dignité et la vraie liberté.

Par votre conscience des faits et votre sens de l'appartenance à la patrie durant la guerre, vous avez prouvé que les peuples vivants, lesquels connaissent leur chemin vers la liberté, ne se lassent pas de le suivre aussi long soit-il et quelle qu'en soit la difficulté. Vous avez prouvé que leur courage et leur détermination à défendre leurs droits ne faiblissent pas, quoi que les colonisateurs aient conçu comme outils d'ensauvagement ou de terrorisme et quel que soit le nombre des mercenaires et des vendus. Votre détermination fut un choc pour les ennemis et une leçon exemplaire pour les traîtres.

Ils ont voulu le chaos qui brûlerait notre patrie, votre assiduité à la défendre a produit l'antidote invalidant leurs mensonges et sapant leurs objectifs. Ils ont voulu une nouvelle partition en complément de celles imposées par leurs ancêtres il y a cent ans, votre union nationale à l'intérieur du pays et à l'étranger a bridé leurs illusions et a tiré le coup de grâce sur leurs projets destinés à semer les discordes confessionnelles et ethniques.

Une fois encore, vous avez prouvé l'unité de la bataille pour la constitution du pays et la patrie. Et cela en posant la constitution comme priorité ne souffrant d'aucune discussion ou marchandage, parce qu'elle est justement l'intitulé de la patrie et la décision du peuple.

Et, malgré les conditions difficiles, l'insistance populaire sur la nécessité du respect des échéances constitutionnelles tout au long des semaines précédant les dernières élections [présidentielles] fut le maître mot, aussi bien dans les villes et les villages que pour le citoyen, les familles et les tribus fières de leur appartenance à leur patrie, tout comme nous sommes fiers de lui appartenir. Une insistance qui ne peut être décrite que comme une noblesse nationale et qui ne peut s'expliquer que par une profonde conscience patriote de la signification d'une échéance [constitutionnelle] et de ses implications existentielles quant à la pérennité, l'avenir et la stabilité de la patrie.

Tout cela n'est pas nouveau pour notre peuple. Ce n'est pas la première fois qu'il témoigne de sa noblesse face à une situation critique, mais la répétition des actions n'implique pas la répétition des résultats, lesquels varient en fonction des circonstances.

Au début [de la guerre] nos ennemis ont parié sur notre peur du terrorisme et notre désespoir quant à la libération [de notre territoire]. Aujourd'hui, leur pari est de transformer le citoyen syrien en un mercenaire qui vendrait sa patrie et ses valeurs contre une poignée de dollars, soumise à conditions, ou une bouchée de pain trempée dans l'humiliation dont ils nous feraient l'aumône. Un pari sur le temps censé leur permettre, tôt ou tard, d'atteindre leurs objectifs.

Mais les résultats de ce pari se sont révélés contraires aux règles hypothétiques sur lesquelles ils ont compté. Et ce qui s'est passé ensuite fut un choc non négligeable vu qu'à chaque étape, leurs calculs se sont révélés inexacts : les Syriens de l'intérieur sont de plus en plus déterminés à les défier et ceux qu'ils ont poussés à l'exil, dans le cadre d'un plan censé les exploiter comme carte contre leur patrie, sont devenus un atout en sa faveur quand elle en a eu besoin.

C'est là un phénomène qui prouve la force de la légitimité accordée par un peuple à son État, quel que soit l'État. Ce fait a ridiculisé les déclarations des responsables occidentaux sur la légitimité de notre État, de notre constitution et de notre patrie, tout comme il a transformé une procédure constitutionnelle en un acte politique ayant déstabilisé les propositions les plus dangereuses et les plus insistantes de nos ennemis depuis les premières semaines de la guerre.

En effet, ils ont tenté de nous persuader de suspendre la constitution en vigueur dans le but de créer un vide qui mènerait au chaos, par l'intermédiaire de certains traîtres syriens -j'en ai moi-même rencontré quelques-uns dont j'ai entendu les propositions hypocrites- ou de messages transmis par différents médiateurs via plusieurs canaux. Des propositions qui tiennent toujours par le biais de leurs collaborateurs désignés grâce à la participation, la médiation ou la façade turques. Peu importe les médiateurs, l'essentiel est que par le biais de ces propositions, ils tentent d'aboutir à la rédaction d'une constitution qui mettrait la Syrie à la merci des puissances étrangères et transformerait son peuple en esclaves et en bêtes de selle.

Autant de tentatives qui se sont évaporées du seul fait de votre message populaire disant : « Même si vous parveniez à surmonter tous les obstacles politiques pour atteindre vos objectifs, vous ne pourrez pas passer outre la décision et la volonté du peuple qui l'emportent sur tout le reste ».

C'est ensemble que nous avons établi notre équation nationale. En effet, nous sommes un peuple riche en diversité, mais homogène par ses fondements ; libre et différent par ses idées et orientations, mais cohérent par sa structure ; compatissant même à l'égard de ses ennemis, mais farouche patriote et féroce défenseur de sa dignité.

Mesdames et Messieurs,

Cette conscience populaire est notre forteresse. Elle lève le bandeau qui voile notre vision de l'avenir. Elle est le critère qui nous permet de mesurer notre force et notre capacité à défier, affronter et vaincre toutes les difficultés. Grâce à elle nous distinguons entre constantes et variables, entre affirmations réelles et imaginaires, entre collaboration et opposition, entre révolution et terrorisme, entre trahison et patriotisme, entre réforme interne et dépendance à l'étranger, entre conflit et agression, entre guerre civile et guerre existentielle en défense de la patrie. Il n'y a pas de zones grises pour l'ensemble de ces concepts, mais des lignes de séparation d'une grande netteté qui ne pourraient être confondues que par ceux qui ne voient pas loin.

C'est cette capacité à distinguer entre illusion et réalité, entre miel et poison, qui nous a permis de transformer un événement constitutionnel en une action politique et stratégique porteuse de messages majeurs sur le consensus national, l'homogénéité sociale et la forte adhésion à notre souveraineté et nos droits. C'est elle qui nous a rendus capables de décrypter les plans des ennemis, d'identifier les procédés des agresseurs, de les affronter et d'atténuer leurs nuisances.

Ces capacités, Mesdames et Messieurs, ne naissent pas du vide ou du néant, mais découlent des constantes et reposent sur des postulats admis par le peuple et d'un ensemble d'axiomes ou évidences. Ce sont les références à partir desquelles nous jugeons les événements. Leur existence unifie les opinions et les jugements sur telle ou telle question, alors que leur absence les disperse et les soumet au bon plaisir et à la compréhension de chacun, de telle sorte que la division remplace le consensus, la contradiction remplace l'harmonie, les gens se dispersent à leur tour et la société s'affaiblit. C'est ce que nous avons clairement constaté au début de la guerre au sein d'une frange de notre société.

Dans un discours faisant suite à une prestation de serment constitutionnel, nous sommes censés parler du futur. Pourquoi parlons-nous des dix dernières années alors que nous savons tous ce qui s'est passé ?

Nous le devons, car si nous ne tirons pas les leçons de cette période, nous trainerons tous ses problèmes pendant des années, voire des décennies. Ils s'accumuleront et viendra le jour où ils exploseront d'une manière encore plus destructrice qu'aujourd'hui.

Certes, nous savons tous ce qui s'est passé au début de la guerre, mais très peu en ont analysé les raisons. Nous nous demandons constamment comment sortir de ce tunnel, autrement dit : comment résoudre le problème ? Or, nous ne pouvons pas résoudre un problème sans analyser ses causes. Nous ne pouvons pas nous tenir devant vous aujourd'hui et parler de la prochaine étape sans avoir analysé les étapes précédentes. Nous ne pouvons pas demander à un responsable de parler de sa vision du futur s'il n'a pas compris le passé. Entrer dans les détails de ce sujet exige bien sûr des semaines, voire des mois, parce qu'il s'agit d'un problème de société. Cette même société qui a surtout engendré des héros, mais qui a aussi engendré des traitres, ce dont nous devons analyser l'émergence même s'il s'agit d'un petit pourcentage. Naturellement, je ne m'étendrai pas là-dessus, mais afin de nous rassurer sur l'avenir, nous ne pouvons pas passer à l'étape suivante sans parler de cette frange de la société dont la vision s'est affaiblie et qui a perdu son équilibre, suite à la perte de ses postulats nationaux.

C'est ainsi que nous avons eu à voir, à entendre et à lire des distributeurs de certificats gratuits de patriotisme au titre de la divergence des opinions entre patriotes. Ce qui signifie que la destruction des installations et les assassinats de civils, de policiers et de soldats ne sont que de simples opinions et qu'il ne faudrait pas nous en inquiéter.

D'autres nous ont donné à entendre que le chaos et le sabotage des installations publiques n'étaient qu'une réaction à la violence de l'État. Ce faisant, ils ne se sont pas contentés de mentir vu que l'État n'a pas initié les violences, mais ont justifié les actions des terroristes et ce qui encore plus dangereux, ont fourni le prétexte pour la poursuite de leurs violences.

Ensuite, il y a eu ceux qui ont adopté le langage des séparatistes et de l'immoralité, convaincus qu'il s'agissait de pratique démocratique et de liberté d'opinion ; ceux qui sont restés neutres en croyant pratiquer la sagesse ; ceux qui ont adopté l'ambiguïté en pensant être astucieux et enfin, ceux qui se sont couchés en parlant d'ouverture.

Parmi ces derniers, certains avaient de bonnes intentions, mais par leur perte des postulats nationaux ils ont facilité l'infiltration de leur esprit et le contrôle de leur psychisme, ce qui les a égarés. Ils ont alors dévié de leur chemin, puis ont perdu le vrai sens du lien à la patrie et le souci de sa sauvegarde pour les remplacer inconsciemment par des illusions. C'est ainsi qu'ils ont encouragé l'ingérence des ennemis et aidé le terrorisme et le chaos à se répandre.

Par conséquent, il ne suffit pas de dire que notre problème en Syrie est le terrorisme, ou l'extrémisme ayant conduit au terrorisme, ou le fanatisme ayant conduit à l'extrémisme et au terrorisme, ou l'ignorance ayant conduit aux trois phénomènes précités. Ce sont des aspects du problème, c'est vrai. Mais ceux dont je parle ici n'ont aucun des travers précités. Au contraire, ils possèdent toutes les qualités requises pour parfaire leur personnalité, mais il leur manque la référence intellectuelle et morale. Cette référence qui détermine le rapport de l'individu avec tout ce qui l'entoure, sa vision de la patrie, de la société, de la famille, de la religion, de la culture, des coutumes et traditions, voire des autres cultures, etc. C'est à travers cette référence qu'il définit ses prises de position. Si elle manque, l'individu en question va à la dérive tel celui qui se trouve sur un bateau moderne en plein océan, sans cartes marines, avec un GPS qui ne fonctionne plus et une météo qui ne l'aide pas à trouver son chemin grâce aux étoiles. Il est perdu au cœur de l'océan.

C'est ce qui nous est arrivé. Nous en avons observé les résultats au cours de la guerre : inconséquence, confusion, chaos, désaccords, etc. Nous ne pouvons donc pas parler de l'avenir ou nous rassurer sur l'avenir si nous ne traitons pas cet aspect du problème.

En effet, la stabilité de la société est le premier des postulats. Tout ce qui nuit à sa sécurité et aux intérêts de ses membres est absolument inadmissible quelle qu'en soit la raison. Quant aux valeurs, dont le respect des parents, des anciens, des symboles sociaux et nationaux, des enseignants, des savants, des travailleurs, ainsi que la tolérance, la bienveillance, elles ont subi une érosion révélée par la guerre et non uniquement provoquée par celle-ci. Une érosion qui a commencé



Ce 17 juillet, après avoir passé en revue les Forces armées syriennes, le président Bachar al-Assad réélu à la présidence de la République arabe syrienne au suffrage universel par une très grande majorité du peuple syrien le 26 mai dernier, a prononcé le serment constitutionnel tel qu'il figure dans l'Article 7 de la constitution syrienne

E DE BACHAR AL-ASSAD

depuis des décennies pour diverses raisons dont l'analyse nécessite les explications de sociologues. Il n'en demeure pas moins que nous devons travailler à la consécration de toutes ces valeurs, faute de quoi la société ne peut-être ni stable ni prospère.

En m'exprimant ainsi, je ne donne pas de leçons de morale. J'aborde un sujet qui se situe au cœur de la politique et au cœur même du problème, vu que la cause la plus importante et la plus profonde de la crise que nous avons vécue fut l'absence de valeurs et de morale.

D'autres valeurs sont certes essentielles. Les croyances sont l'âme de la société, sans elles, nous perdrions notre humanité, elles sont boussole et sont morales, les respecter est un devoir pour tous, le contraire étant interdit à tous. Quant à l'appartenance, elle est à la base de l'équilibre psychologique du citoyen et il n'y a rien à attendre de celui qui perd son sentiment d'appartenance à sa patrie et à sa société. Et la Terre est l'entité qui se situe au cœur même de l'existence, ce qui a fait dire qu'elle est comme l'honneur, ni négligeable, ni négociable.

Finalement, tous les postulats précédemment cités constituent le plus grand des postulats : la patrie ! C'est pourquoi il est inadmissible et illogique d'entendre répéter que la patrie est une ligne rouge et intouchable, alors que nous touchons à ses postulats constitutifs. Elle est le postulat qui mène au patriotisme sans lequel la patrie ne serait qu'un slogan émotionnel vide de sens.

Si j'insiste autant sur l'ensemble de ces postulats c'est parce que, comme toujours, je pars de la réalité. En l'occurrence, une réalité ayant démontré que ce sont ces postulats qui ont poussé des familles entières à envoyer leurs enfants offrir leur âme et leur corps sur l'autel de leur patrie.

Et c'est sur ces postulats que de nombreux Syriens, issus des diverses franges de la société, ont solidement ancré leurs prises de position nationales et morales en dépit des menaces directes à leur vie, leur famille ou les moyens de leur subsistance pendant la guerre. Toutes les personnes ici présentes le savent mieux que je ne saurais le dire, tout comme les nombreux Syriens qui se sont tenus du côté de leur patrie.

Ces postulats sont donc la référence sur laquelle nous nous sommes appuyés et le bouclier qui nous a protégés des effets psychologiques complexes auxquels nous avons été exposés pendant la guerre. En pratique, elles ont fait échouer tous les paris, d'où mon insistance, car comme pour l'ignorance de la cause du problème, l'ignorance de la cause de la résistance signifie que nous n'avons pas appris la leçon, auquel cas nous ne pourrons pas avancer vers l'avenir en toute confiance.

Aussi, partant des faits précédemment abordés et de l'orientation claire et manifeste du peuple devenue une réalité inchangeable encore plus solide qu'avant la guerre, j'invite une fois de plus tous ceux qui ont été dupés et tous ceux qui ont parié sur la chute de l'État à revenir dans le giron de la patrie, car leurs paris ont échoué mais la patrie est toujours là.

Et je réitère mon appel à tous ceux-là en disant à chacun : vous êtes exploités par les ennemis de vos pays contre les vôtres. La révolution dont ils ont usée pour vous tromper est une illusion. Le peuple censé vous suivre est un mirage. Si la guerre la plus féroce et la plus dangereuse à laquelle les Syriens ont été confrontés ne parvient pas à les convaincre de vous suivre, rien d'autre n'en est capable. Si vous recherchez la dignité, c'est au service de votre famille et de votre peuple que vous la trouverez. Si vous aspirez à l'héroïsme, il est dans la défense de votre terre. Si vous cherchez l'honneur, il est dans l'édification de la patrie, non dans sa démolition. Quant à la liberté que vous fredonnez, vous ne la trouverez ni chez l'Occidental dont les ancêtres ont pratiqué l'esclavage par le passé et dont les petits-enfants ont pratiqué la discrimination raciale au présent, ni chez l'Ottoman dont les ancêtres ont détruit une région entière, culturellement et moralement tout en pratiquant les purifications et les discriminations ethniques et qui, actuellement, tente de ressusciter leur sombre histoire dans une version encore plus noire et plus laide.

Je leur dis aussi. La rectification d'une erreur est une vertu. La patrie est le refuge et l'abri, son État appartenant à tous ses enfants. La grandeur d'un peuple est à la mesure de son grand cœur et de sa capacité à pardonner.

Or, les premiers à avoir pardonné sont les familles des martyrs. Depuis les premières années de la guerre, elles ont ouvert les portes des réconciliations et ont travaillé à stopper l'effusion du sang. Ces portes resteront ouvertes par l'État et le peuple et ne se refermeront pas tant que vivront ceux qui préfèrent la dignité à l'humiliation et la souveraineté à l'esclavage.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, nous faisons partie d'un monde en turbulence dont les pôles sont en conflit. Un conflit qui ne pourra s'apaiser tant que l'une des parties ne l'aura pas emporté ou qu'un rapport de force n'ait été atteint. D'ici là, notre monde restera une jungle où il n'y a pas de place pour l'humanité et la morale.

Guerres directes ou par procuration, soutien au terrorisme, États faillis, peuples affamés, arène sans frontières ni règles avec nous en plein milieu et nulle part où aller pour y échapper ou prétendre à la neutralité ; le plus grand danger étant la guerre psychologique qui vise à dompter les peuples après démolition de leurs cultures et remodelage de leurs concepts.

Nous avons prouvé au cours de cette guerre que nous sommes un peuple dont on ne peut dominer la conscience, trafiquer l'identité ou rompre l'appartenance, que les peuples anciens vivent dans la réalité effective, non dans une réalité virtuelle et qu'en conséquence, ils ne se laissent pas programmer par des charlatans, ne perdent pas leur mémoire sous l'effet de virus trompeurs, ne tombent pas dans le piège d'une reddition gratuite sur les plateformes virtuelles.

Le but des guerres modernes est l'homme bien avant la terre. Celui qui bat l'homme gagne la guerre. Ainsi, Israël n'a pas gagné la guerre lorsqu'il a occupé la Palestine en 1948, mais s'en est approché lorsque certains Palestiniens et certains Arabes se sont imaginés que les concessions humiliantes restaurent les droits, et lorsque d'autres ont cru que la résistance est une habileté au lieu d'être d'un principe, un commandement à partir d'un hôtel au lieu d'un quartier général avancé, un combat sur un plateau de télévision au lieu d'une tranchée, une trahison inattendue d'un frère au lieu d'une frappe surprise sur l'ennemi.

L'ennemi gagne lorsque la majorité est convaincue que la résistance est un gros mensonge, que sa force est une illusion, que son pouvoir de dissuasion est une chimère, que son existence est un fardeau, que la prospérité de la patrie réside dans son aplaventrisme et son indépendance dans l'émancipation de soi-même, de son peuple, de son histoire et de son environnement. Autrement dit, l'ennemi gagne lorsque les concepts se retrouvent sens dessus-dessous.

Or, une partie du problème en Syrie et l'une des causes de la guerre sur la Syrie sont liées à cette inversion des concepts, elle-même liée au jeu terminologique dans lequel l'Occident



Tout cela n'est pas nouveau pour notre peuple. Ce n'est pas la première fois qu'il témoigne de sa noblesse face à une situation critique

s'est engagé depuis des décennies. Et, pour notre plus grand regret, nous, en cette région arabe, et d'autres au-delà de notre région, nous marchions avec eux vers le précipice que nous atteindrons lors de l'effritement des sociétés et du déclenchement de la guerre civile en leur sein. Il n'est donc pas possible de parler d'avenir ou de combattre un ennemi sans unifier nos propres concepts dans un cadre strictement patriote.

S'agissant de la Syrie, nous serons vaincus psychologiquement et intellectuellement si nous croyons que notre appartenance nationale se limite aux frontières politiques dessinées par l'occupant et qu'il ne nous reste qu'à présenter des excuses à ses descendants pour ce que nous avons pu dire contre lui durant le siècle passé. En effet, selon la pensée naïve et superficielle de certains, il aurait eu raison de nous séparer. Auquel cas, le lien entre Alep, Mossoul, Deraa, Ramtha, Damas, Beyrouth, Homs et Tripoli ne serait qu'une illusion née de notre imagination.

Nous serons vaincus si nous confondons arabité et gouvernements arabisés et si nous ne distinguons pas entre l'appartenance à l'arabité et l'arabisme politique sous sa forme actuelle. Auquel cas c'est inconsciemment que nous ferions de la trahison un synonyme de l'arabité.

Nous serons vaincus si nous pensons que l'arabité est une invention du même ordre que toute idée ou récit devenus une doctrine destinée à être remplacée lorsqu'elle n'est plus adaptée aux exigences de l'époque. Auquel cas nous oublions que l'appartenance est une réalité acquise par la naissance, puis par l'interaction avec la société du lieu de naissance, plutôt qu'un choix personnel dépendant de telle ou telle théorie volontairement adoptée.

L'appartenance ne se limite pas à une race, une religion, une confession ou un dialecte, tout comme elle ne se limite pas à un intérêt commun ou à une volonté, commune, une histoire ou une géographie, car l'appartenance est une conception civilisée et humaniste qui englobe tout ce qui précède.

Telle est notre conception de notre arabité et de son contenu civilisationnel et rassembleur, d'autant plus riche que la société se diversifie. Elle incarne la continuité entre les composantes civilisées du passé et les composantes sociales du présent, lesquelles fusionnent harmonieusement par l'intégration, sans dissolution, de toutes les composantes de la société.

En d'autres termes, c'est une arabité qui unifie l'appartenance tout en préservant les identités. Et cela, car toute patrie ou toute société a besoin d'une dénomination unique à condition qu'elle n'affecte aucune de ses composantes, qu'elles soient religieuse, confessionnelle ou ethnique.

Dire que la Syrie est arabe ne veut pas dire que tous ses citoyens sont arabes. L'arabité dont nous parlons n'implique pas l'abolition d'une quelconque composante de la société. Au contraire, nous pensons que la disparition de n'importe quelle composante la dévaloriserait et l'affaiblirait. Lorsque, par méconnaissance de la Syrie, certains se contentent de souligner sa diversité, ils rejoignent ceux qui considèrent que nous aurions plusieurs dénominations ; ce qui revient à la partition de la patrie.

Par conséquent, l'arabité n'est pas une question d'opinion, d'accord ou de désaccord. C'est une question fatidique non seulement pour la Syrie mais aussi pour toute la région arabe. Tout ce qui s'est passé au cours des dernières décennies avait pour but la destruction de ce concept de l'arabité dans l'esprit des citoyens et des sociétés arabes avec tout ce qu'elles contiennent de composantes d'une grande richesse.

Nous perdons lorsque nous croyons que la distanciation est une politique et qu'elle découle assurément des troubles sévissant dans notre environnement. Nous perdons lorsque nous croyons que les causes de ceux qui nous entourent n'ont rien à voir avec la nôtre. Et nous gagnons lorsque nous comprenons que la cause palestinienne est la plus proche de nous, que les Palestiniens sont nos frères, que notre engagement envers leur cause et leurs droits est ferme, non modifiable par les événements, les circonstances, les trahisons ou la duplicité des uns et des autres.

C'est là une question inséparable de notre engagement envers les nôtres au Golan, lesquels ont donné le plus bel exemple d'appartenance à la patrie et d'adhésion à leur identité arabe et syrienne, tout comme ils ont prouvé qu'ils resteront un obstacle épineux aux yeux des envahisseurs momentanés de leur terre jusqu'à son entière libération.

Mesdames et Messieurs,

La libération de nos terres encore occupées par les terroristes et leurs parrains turcs et étasuniens reste au premier plan. Jusqu'ici nous avons procédé par étapes successives : d'une part, pour laisser du temps à ceux qui veulent revenir vers la patrie ; d'autre part, pour laisser une chance aux démarches politiques des amis.

Lesquelles démarches visent à persuader les parrains du terrorisme d'abandonner leur approche et de convaincre les terroristes de se retirer des régions qu'ils occupent, afin d'éviter encore plus d'effusions de sang et de destructions. Cette politique a obtenu des résultats satisfaisants dans certaines régions et a échoué dans d'autres. Ce dernier fait n'a laissé qu'une seule solution, celle de l'intervention de nos forces armées pour éliminer le terrorisme, libérer la population civile et imposer l'État de droit.

Nous continuerons à suivre cette politique pour libérer le reste de notre territoire en gardant à l'esprit que le Turc est perfide et que l'Étasunien est hypocrite. Nous ne manquerons aucune occasion susceptible de sauver des vies, de réfuter les mensonges des ennemis et aussi, de dire notre confiance en nos amis, tels la Russie et l'Iran, lesquels ont eu le mérite de se tenir de notre côté et de peser grandement sur le cours de la guerre et la libération de nos terres, en plus du rôle de la Russie et de la Chine quant à la défense de la légitimité et du droit international.

Nous saluons tous les honorables patriotes du nord-est syrien pour s'être dressés face à l'occupant étasunien et avoir tenté de l'expulser alors qu'ils n'étaient pas armés, et aussi pour avoir affronté ses agents et ses mercenaires au prix de leur vie.

En revanche, nous n'oublierons pas que dans leur voisinage, certains détenteurs de passeports syriens qui avaient prétendu être prêts à faire face à l'agression turque se sont retirés consentants et serviles lorsqu'elle a eu lieu. Nous les voyons aujourd'hui s'en donner à cœur joie sous les yeux des Turcs, sur leur sol et dans leurs maisons. Ils ont donc poignardé leur patrie à deux reprises : la première lorsqu'ils ont prémédité de ne pas soutenir l'Armée nationale après avoir affirmé le contraire ; la seconde, lorsqu'ils ont fui devant l'agression. La première a été le prélude de la seconde et dans les deux cas, ils ont été la base et l'outil ouvrant la voie aux envahisseurs. Ce faisant, ils ont fait partie d'une pièce écrite et dirigé par le maître étasunien, chacune des parties ayant défini avec précision son rôle, ses positions sur le terrain, la marge de parole autorisée et même l'intensité de l'expression des sentiments de colère ou de satisfaction.

Dans ce contexte, nous affirmons le devoir constitutionnel, juridique et moral de l'État de soutenir toute forme de résistance, pacifique ou armée, contre l'occupant sur tout le territoire. Ce devoir est une obligation absolue, indépendante de toute autre considération, jusqu'à la libération totale du territoire et l'expulsion du dernier occupant comme du dernier terroriste.

Docteur Bachar al-Assad
Président de la République arabe syrienne 17 Juillet 2021
Mouna Alno-Nakhalle
19 juillet, 2021

Mexique : AMLO commémore les 238 ans de la naissance de Simón Bolívar !



Le président Andrés Manuel López Obrador(Amlo)

Discours du président Andrés Manuel López Obrador(Amlo) à l'occasion du 238e anniversaire de la naissance de Simón Bolívar, depuis le château de Chapultepec

Respectables ministres des Affaires étrangères et représentants des pays frères de notre Amérique :

Je remercie la présence d'Isabel Allende, une grande écrivaine chilienne qui nous accompagne dans cet événement pour honorer le libérateur Simón Bolívar, recréer son projet d'unité entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, et nous soutenir dans l'histoire pour mieux faire face le présent et l'avenir.

Amis et amis tous,

Né en 1783, exactement 30 ans après Miguel Hidalgo, Simón Bolívar a décidé dès son plus jeune âge de se battre pour des causes grandes, nobles et justes. Comme Hidalgo lui-même et comme José María Morelos y Pavón, les pères de notre pays, le libérateur Bolivar avait des vertus exceptionnelles.

Simón Bolívar est un exemple vivant de la façon dont une bonne formation humaniste peut surmonter l'indifférence ou le confort de ceux qui viennent d'une belle naissance. Bolívar appartenait à une riche famille de propriétaires terriens, mais enfant, il a été éduqué par Simón Rodríguez, un pédagogue et réformateur social qui l'a accompagné dans sa formation jusqu'à ce qu'il atteigne un haut degré de maturité intellectuelle et de conscience.

En 1805, à tout juste 22 ans, sur le Monte Sacro à Rome « il jura en présence de son maître et homonyme de ne laisser reposer son bras ni son âme tant qu'il n'aurait pas réussi à libérer le monde hispano-américain de la tutelle espagnole."

Comme son père, il avait une vocation militaire, mais en même temps c'était un homme éclairé et, comme on disait, du monde, puisqu'il voyageait beaucoup en Europe ; vécu ou visité l'Espagne, la France, l'Italie, l'Angleterre ; Il parlait français, il connaissait les mathématiques, l'histoire, la littérature, mais il n'était pas seulement un homme de pensée, il était aussi un homme d'action.

Il connaissait l'art de la guerre et était en même temps un homme politique avec une vocation et une volonté transformatrice : il connaissait l'importance du discours, le pouvoir des idées, l'efficacité des proclamations, et était conscient de la grande utilité du journalisme et de la communication. La presse à imprimer comme instrument de lutte. Il connaissait l'effet causé par la promulgation des lois au profit du peuple et, surtout, il appréciait l'importance de ne pas baisser les bras, de persévérer et de ne jamais perdre la foi dans le triomphe de la cause pour laquelle on se bat pour le bien du peuple, le reste.

En 1811, Bolívar rejoint l'armée anticoloniale, sous les ordres de Francisco de Miranda, le précurseur du Mouvement pour l'Indépendance. Peu de temps après, devant les hésitations de ce militaire, Bolívar prit le commandement des troupes et en 1813 commença la libération du Venezuela ; peu de temps avant, comme l'écrivait Manuel Pérez Vila, l'un de ses biographes, les villes commencèrent à l'appeler Libertador, « un titre qui lui fut solennellement conféré, en octobre 1813, par la municipalité et les habitants de Caracas, et avec lequel il passerait à l'histoire".

Dans leur lutte inlassable à travers les routes et les mers d'Amérique, triomphes et défaites s'entrelacent ; sa campagne militaire l'amène à se réfugier en Jamaïque et en Haïti ; de ce peuple, d'Haïti, et de leur gouvernement, ils reçoivent à deux reprises un soutien pour leurs campagnes, quelque chose de vraiment exceptionnel et un exemple de solidarité et de fraternité latino-américaines.

En 1819, il entra triomphalement à Bogota et peu de temps après la promulgation de la loi fondamentale de la République de Colombie. Ce grand État, la grande Colombie, création du Libérateur, comprenait les républiques actuelles du Venezuela, de la Colombie, de l'Équateur et du Panama.

Tout n'a pas été facile dans son combat : il a perdu des batailles, a fait face à des trahisons et, comme dans tout mouvement transformateur ou révolutionnaire, des divisions internes sont apparues qui peuvent mener à bien plus que des luttes contre de vrais adversaires.

Dans la lutte pour la libération des peuples de notre Amérique, Bolívar avait le grand soutien du général Antonio José de Sucre et en 1822, il rencontra, à Guayaquil, en Équateur, le général José de San Martín, un autre titan illustre de l'indépendance sud-américaine.

A cette époque la "République bolivarienne" était constituée, aujourd'hui la Bolivie, et l'indépendance du Pérou est consommée. Soit dit en passant, sur la côte de ce pays, au début de 1824, Bolívar est tombé malade et malgré les mauvaises nouvelles, à cause des trahisons et des défaites, on raconte que depuis le fauteuil, la chaise où il était assis, la fameuse exclamation se leva : « Triomphe ! ! ». Cette anecdote a été mise en poésie par le professeur Carlos Pellicer, qui l'admirait avec intensité et vocation ; le verset dit :

M. Joaquín Mosquera
d'un certain village, il est venu.
Descend de sa mule
et cherchez le Libérateur.
Ancienne chaise de pilon
sur le mur incliné
d'une misérable maison ;
sur son corps triste
de Bolivar se reposa.
Don Joaquín l'embrassa
avec des mots très courtois.
Le héros du Nouveau Monde
il a à peine répondu.
Après M. Mosquera
les peines s'énuméreront,
il demanda à Don Simon :
"Et maintenant? Qu'est-ce que tu vas faire?"
"Réussir!" Le libérateur
il a répondu avec une foi folle.
Et c'était un silence solide
d'admiration et d'effroi...

Après ce moment malheureux, le Libérateur en connut bien d'autres d'égale misère ; la dernière partie de son existence est marquée par les divisions constantes dans les rangs libéraux, qui conduiront même au fait qu'à la veille de sa mort, le Venezuela s'est proclamé État indépendant de la Grande Colombie. Le 17 décembre 1830, le grand libérateur Simón Bolívar ferma les yeux et ne se réveilla plus.

Mais comme les grands hommes, ils ferment les yeux et restent aux aguets, ils ne meurent pas complètement.

La lutte pour l'intégrité des peuples de notre Amérique continue d'être un bel idéal. Il n'a pas été facile de réaliser ce beau dessein. Ses principaux obstacles ont été le mouvement conservateur des nations d'Amérique, les ruptures dans les rangs du mouvement libéral et la domination des États-Unis sur le continent. N'oublions pas que presque en même temps que nos pays devenaient indépendants de l'Espagne et des autres nations européennes, la nouvelle métropole de la domination hégémonique émergeait sur ce continent.

Pendant la période difficile des guerres d'indépendance, inaugurées généralement vers 1810, les dirigeants américains, d'un point de vue tout à fait pragmatique, ont suivi les événements avec un intérêt tranquille. Les États-Unis ont manœuvré à différentes époques selon un jeu unilatéral : une extrême prudence au début, pour ne pas irriter l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Sainte-Alliance, sans entraver une décolonisation, qui parait parfois douteuse ; Cependant, vers 1822, Washington entame la reconnaissance rapide de l'indépendance acquise afin de fermer la voie à l'interventionnisme extracontinental, et en 1823, enfin, une politique définie.

En octobre, Jefferson, l'ancêtre de la Déclaration d'indépendance et devenu alors une sorte d'oracle, a répondu par lettre à une question du président Monroe à ce sujet. Dans un paragraphe significatif, Jefferson déclare : « Notre première maxime fondamentale devrait être de ne jamais nous mêler aux embrouilles de l'Europe. La seconde, ne jamais laisser l'Europe s'immiscer dans les affaires de ce côté-ci de l'Atlantique ». En décembre, Monroe a prononcé le célèbre discours décrivant la doctrine qui porte son nom.

Le slogan « L'Amérique pour les Américains » a fini par désintégrer les peuples de notre continent et détruire ce qui a été construit, ce qui était matériel, par Bolivar. Pendant presque tout le XIXe siècle, elle a souffert d'occupations constantes, de débarquements, d'annexions et elle nous a coûté la perte de la moitié de notre territoire, avec le grand coup de 1848.

Cette expansion territoriale et guerrière des États-Unis fut consacrée lorsque Cuba, dernier bastion de l'Espagne en Amérique, tomba en 1898, avec le naufrage suspect du cuirassé Maine à La Havane, qui donna lieu à l'amendement Platt et à l'occupation de Guantanamo ; En d'autres termes, les États-Unis avaient alors fini de définir leur espace physique et vital dans toute l'Amérique.

Depuis lors, Washington n'a jamais cessé de mener des opérations ouvertes ou secrètes contre des pays indépendants au sud du Rio Grande. L'influence de la politique étrangère américaine est prédominante en Amérique. Il n'y a qu'un cas particulier, celui de Cuba, pays qui depuis plus d'un demi-siècle a affirmé son indépendance en affrontant politiquement les Etats-Unis. Nous pouvons ou non être d'accord avec la Révolution cubaine et son gouvernement, mais avoir résisté 62 ans sans soumission est tout un exploit. Mes paroles peuvent provoquer la colère de certains ou de plusieurs, mais comme le dit la chanson de René Pérez Joglar de la Calle 13 : « Je dis toujours ce que je pense ».

Par conséquent, je crois que, pour leur lutte pour la défense de la souveraineté de leur pays, le peuple de Cuba mérite le prix de la dignité et cette île doit être considérée comme la nouvelle Numancia pour son exemple de résistance, et je pense que pour cela **La même raison** devrait être déclaré site du patrimoine mondial.

Mais je maintiens aussi qu'il est temps pour une nouvelle coexistence entre tous les pays d'Amérique, car le modèle imposé il y a plus de deux siècles est épuisé, il n'a ni avenir ni issue, il ne profite plus à personne. Nous devons mettre de côté le dilemme de rejoindre les États-Unis ou de nous opposer défensivement.



Commémoration du 238e anniversaire de la naissance de Simón Bolívar

Il est temps d'exprimer et d'explorer une autre option : dialoguer avec les dirigeants américains et les convaincre et les persuader qu'une nouvelle relation entre les pays d'Amérique est possible.

Je crois qu'il existe actuellement d'excellentes conditions pour atteindre cet objectif de se respecter et de marcher ensemble sans que personne ne soit laissé pour compte.

Dans cette entreprise, notre expérience d'intégration

suite à la page(18)

La mémoire au service des luttes : Johnny Clegg

Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a deux ans, le 16 juillet 2019, le chanteur Johnny Clegg décédait.

Né le 7 juin 1953 celui qui fut surnommé le Zoulou blanc est né dans une famille juive et aisée blanche, il connaît une enfance complètement isolée de la culture africaine qui l'entoure. Il se lie d'amitié avec le fils du chauffeur de la famille qui l'initie à la fois à la culture zouloue et à la réalité d'oppression subie par les noirs.

A l'âge de 13 ans il est déjà en révolte contre l'apartheid. Il refuse ainsi de faire sa bar-mitsva (rite initiatique de la religion juive marquant l'entrée dans la majorité du garçon) car il juge la communauté juive trop passive face à l'apartheid.

À quatorze ans il fugue pendant trois semaines et se réfugie en territoire zoulou avant d'être retrouvé par la police. S'initiant à la guitare c'est dans la rue qu'il rencontre un musicien zoulou Mntonganazo Mzila. Il l'accompagne alors partout et découvre ainsi les aspects multiformes de l'apartheid.



Il s'associe ensuite avec un autre musicien zoulou Sipho Mchunu. Le duo se fait rapidement remarquer et décroche des contrats. En 1976 sort leur premier album qui les rendra internationalement célèbre.

En 1985 forme un nouveau groupe nommé Savuka. Le premier album du groupe « Enfant du Tiers-Monde » annonce la volonté de lutte contre l'apartheid.

Une chanson « Asimbonanga » y est dédiée à Nelson Mandela, alors prisonnier sur l'île de Robben Island. Il compte à son répertoire de très nombreuses chansons dénonçant l'apartheid comme Ibhola Lethu traitant de la ségrégation dans les stades.

Lors d'une de ses tournées en Allemagne en 1997, il a la surprise de voir Nelson Mandela monter sur scène pour danser au rythme de la chanson que Clegg lui a consacré 11 ans plus tôt : Asimbonanga.

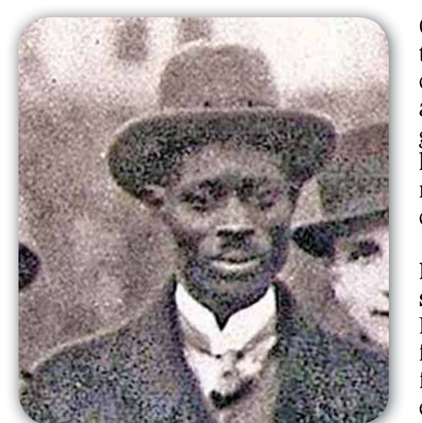
Repose en paix frère et camarade !

Texte : FUIQP et Alain Saint-Victor

Lamine Senghor, l'oublié de l'histoire

Par Aliou Diouf

Sérère né à Joal, Lamine Ibrahima Arfang Senghor fut un grand combattant pour l'indépendance des colonies africaines. Malgré ses luttes au profit de la race noire, il n'est pas bien connu des Sénégalais



Lamine Ibrahima Arfang Senghor

Lamine Ibrahima Arfang Senghor, une figure historique méconnue des Sénégalais. Pourtant il est véritablement un personnage historique, au regard de l'exemplarité de sa vie, pour ne pas dire de son combat. On sait peu de chose sur son enfance, mais c'est un Sérère qui a vu le jour à Joal le 15 septembre 1889. Avec L. S. Senghor (premier président du Sénégal), il ne partage que le nom. Les deux n'ont pas été aussi en contact direct.

C'est en 1912 que Lamine Senghor débarque à Dakar où il travaille comme « boy » au comptoir commercial Maurel et Prom. Deux ans plus tard, en 1914, éclate la première Guerre mondiale. Des Sénégalais habitant, à l'époque, les quatre communes (Dakar, Gorée, Saint-Louis et Rufisque) ont été enrôlés dans les rangs de l'Armée française pour aller défendre la « mère-patrie » sur les fronts de l'est de la France. N'étant pas issu des quatre communes, Lamine Senghor dut se faire faire un jugement supplétif pour changer de lieu de naissance, comme quoi il serait né à Dakar. Cela lui permit de s'engager dans l'Armée à titre français. Il a fait toute la guerre dans les rangs du 67e bataillon des Tirailleurs sénégalais. Il a participé à toute une série de combats (Colonialisme et impérialisme, Libération des peuples opprimés et colonisés, Restauration de la dignité des Africains et la libération de l'Afrique) durant cette première Guerre mondiale. Il la terminera comme Sergent. À la fin des hostilités, Lamine Senghor rentre au Sénégal où il bénéficie d'une pension d'invalidité de 30 % en tant que citoyen français qui a fini la guerre avec le grade de Sergent et décoré de la Croix de guerre. Malgré cela, il retournera en France où il bénéficiera d'un emploi de postier réservé aux anciens militaires et aux invalides de guerre. Tombant sous le charme de la Française Eugénie Comont, ils se marièrent. De cette union, sont nés deux enfants : Diène et Marianne.

La défense des Noirs, un sacerdoce

Lamine Senghor intègre la Confédération Générale du Travail unifiée, une organisation syndicale qui était proche du Parti Communiste Français. Devenu pionnier de la lutte pour l'indépendance, il adhère, en 1924, à la Fraternité africaine qui est une émanation de l'Union inter-coloniale. Il a, la même année, fait son entrée au grand jour sur la scène politique en soutenant le journal « Les Continents » traduit en justice par Blaise Diagne qui avait jugé diffamatoire un article disant qu'il avait touché une commission pour soldat recruté pendant la guerre.

Très engagé et déterminé à défendre la race noire, Lamine Senghor crée, en mars 1926, le Comité de défense de la race nègre (Cdrn) et son journal « La Voix des Nègres ». Il parcourt des villes de France où résident des Africains et des Antillais pour implanter son organisation. Il participe, en 1927, au Congrès de Bruxelles de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme aux côtés de la veuve de Sun Yat Sen, Henri Barbusse, Albert Einstein, Romain Rolland, Messali Hadj. « Il a eu une vie militante très courte, mais extrêmement intense. Il se déplaçait pour créer des sections locales de la Ligue de défense de la race nègre. Il était écouté et craint par les autorités coloniales. La police le suivait partout et lui menait la vie dure. Il était victime d'une surveillance policière et d'une répression systématique de la part des autorités coloniales qui utilisaient tous les moyens à leur disposition : le discrédit à travers des attaques régulières dans la presse et diverses publications, la corruption, l'intimidation, l'emprisonnement, le rapatriement dans les colonies, voire la déportation dans d'autres colonies », se souvient Olivier Sagna, Professeur titulaire à l'École des bibliothécaires, archivistes et documentalistes (Ebad) de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad) de Dakar qui s'est intéressé au personnage de Lamine Senghor. D'abord, en 1981, il y a consacré son mémoire de Maitrise. Par la suite, il a élargi le sujet de ses recherches pour faire un Diplôme d'études approfondies (Dea) portant sur les Organisations anticolonialistes africaines dans la France et dans l'entre-deux guerres. Et cela a débouché sur une soutenance de thèse en 1986 à l'Université Paris VII.

Un oublié à ressusciter

Lamine Senghor, d'après le Pr Sagna, a combattu corps et âme pour la conquête de l'indépendance des colonies africaines. Rongé par la tuberculose et épuisé par son activité incessante, il décède à l'hôpital militaire de Fréjus (France) le 25 novembre 1927. Malgré les combats qu'il a eus à mener, il a été oublié. « On a essayé de gommer cette mémoire. Le Parti Communiste Français n'a jamais mis en avant le combat de Lamine Senghor », explique l'universitaire. David Murphy, qui a présenté le recueil de textes « Lamine Senghor : La violation d'un pays, et autres écrits anticolonialistes » (L'Harmattan, 2012). Dans un entretien avec Selim Nadi, ce chercheur et enseignant associé explique les raisons pour lesquelles il existe peu d'écrits et d'études approfondies sur la vie de l'homme. « Après sa mort, il est difficile de trouver ses écrits ; le mouvement « nègre » qu'il a créé est divisé et la génération d'étudiants noirs qui débarquent en France à partir de la fin des années 1920– Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire étant les plus connus– ignore tout de son existence. Or pendant longtemps, on a perçu Lamine Senghor comme une étoile filante qui a brillé pendant un certain temps, mais qui n'a pas marqué les esprits durablement. De façon générale, le mouvement anticolonialiste de l'entre-deux-guerres a longtemps été perçu comme un échec et la plupart des historiens ne s'y attardaient pas », explique Olivier Sagna. Pour exhumer la mémoire de Lamine Senghor, le Professeur d'université plaide pour qu'on donne son nom à de grandes avenues de Dakar, de la banlieue et des capitales régionales, à des institutions prestigieuses comme les universités, à de grands lycées, etc. En sus, dit-il, il faut lui donner la place qu'il mérite dans les manuels scolaires du pays ainsi que dans le panthéon des héros nationaux.

Seneplus 03 juillet 2021
Tiré de Fernent

Entretien avec Khaing Zar, dirigeante syndicale au Myanmar



Khaing Zar, dirigeante du syndicat des travailleurs du textile et trésorière nationale de la Confédération des syndicats du Myanmar.

Les travailleurs et travailleuses du monde entier ont été inspiré·es par la résistance déterminée du Myanmar contre le coup d'Etat militaire et la répression généralisée qui a suivi. La classe ouvrière y a joué un rôle central. Alternative Socialiste Internationale (ISA) a discuté de la situation avec Khaing Zar, dirigeante du syndicat des travailleurs du textile et trésorière nationale de la Confédération des syndicats du Myanmar.

ISA : Merci de prendre le temps de discuter avec nous. Nous avons été particulièrement inspirés lorsque le coup d'État a eu lieu, car les travailleurs, notamment dans la santé et le textile, ont été très actifs en s'opposant au coup d'État et en créant le Mouvement de désobéissance civile (CDM). Pouvez-vous nous expliquer comment cela s'est passé, quel rôle a joué votre syndicat par exemple?

Khaing Zar : Notre syndicat a immédiatement tenu une réunion de son comité exécutif, notre organe central, pour décider de la manière de répondre au coup d'État. Nous avons pris la décision de ne pas travailler avec les militaires. Nous avons publié une déclaration pour l'expliquer et nous avons organisé la participation de nos affiliés aux manifestations contre le coup d'État militaire.

ISA : Comme vous le savez, il y a eu un grand mouvement de protestation au Belarus l'année dernière. Les travailleurs ont là aussi été très actifs dans leur opposition au régime, mais ils n'étaient pas organisés de manière indépendante. Mais dans votre cas, il y a eu une organisation indépendante de la classe ouvrière, notamment dans la santé et le textile.

Khaing Zar : Oui, bien sûr, nous avons notre propre organisation et nos membres voulaient savoir ce qu'il fallait faire et attendaient notre décision. Ainsi, le 2 février, le lendemain du coup d'État, ils étaient prêts à agir.

ISA : La semaine dernière, les écoles devaient reprendre les cours, mais on rapporte que de nombreux étudiants les boycottent. Est-ce le cas, et si oui, pourquoi?

Khaing Zar : Oui, quand vous parlez des étudiants, des lycéens, ils ne veulent pas se rendre aux cours à cause du régime militaire. Mais il y a également eu un attentat à la bombe dans une école, deux jeunes ont été blessés, ce qui a créé une situation où les parents s'inquiètent pour leurs enfants. Donc pour les enfants de la maternelle ou du collège qui ne comprennent pas la politique, ils ne se rendent pas aux cours parce que leurs parents sont inquiets.



Protestation des enseignants de l'État de Kayin

ISA : Le pays connait une très mauvaise situation économique en raison du coup d'État et du Covid. Quelle est la situation pour la classe ouvrière et pour vos affiliés en particulier dans l'industrie textile?

Khaing Zar : Après le coup d'État militaire, près de 200 000 travailleurs du textile et 500 000 travailleurs de la construction ont perdu leur emploi. Beaucoup de nos membres perdent leur emploi, en particulier les dirigeants du syndicat. Comme ils ont pris part aux manifestations, ils sont maintenant traqués par les militaires. Beaucoup de nos membres et beaucoup de dirigeants syndicaux ont dû se cacher. Ils perdent donc leur emploi. Mais il n'y a pas que nos membres. Des centaines de milliers d'autres personnes perdent leur emploi parce que le 14 mars, de grandes zones industrielles comme Hlaing Thar Yar et Shwepyitha ont été attaquées par l'armée, obligeant de nombreuses usines, principalement chinoises, à fermer.

Ces zones avaient été le théâtre de grandes manifestations que les militaires ont brutalement réprimées. Cela a laissé 150 000 travailleurs sans emploi dans une seule zone. Après cela, les militaires ont déclaré la loi martiale pour les deux zones. Les travailleurs ne peuvent que retourner dans leurs villages, ils ne peuvent pas retourner au travail à cause de ces attaques, et parce que le transport vers ces zones a cessé. Les usines ont rouvert après une semaine, mais les travailleurs ne peuvent toujours pas revenir. Chaque jour, nous assistons à des bombardements dans les zones industrielles. Les militaires effectuent des fouilles brutales maison par maison.

ISA : La situation des travailleurs dans les zones industrielles est très importante. Nous avons également beaucoup entendu parler des travailleurs du secteur public dans les villes et de la répression (des arrestations aux licenciements) qui a frappé les travailleurs de la santé ou de l'enseignement. Le rôle de la classe ouvrière semble plus central dans la révolution au Myanmar, par rapport à d'autres mouvements dans le monde, et qu'elle doive faire face à plus de répression.

Khaing Zar : Je dirais que le rôle des syndicats et des travailleurs est très important. Comme vous l'avez dit, il y a beaucoup d'enseignants, de médecins, d'infirmières et de sages-femmes ou encore de conducteurs de train qui s'engagent contre le coup d'État. De nombreux travailleurs de différents secteurs rejoignent le Mouvement de désobéissance civile (MDC). Le gouvernement, le régime militaire, essaie de les forcer à reprendre le travail. C'est pourquoi tant de travailleurs ont été arrêtés ou font l'objet de mandats d'arrêt. Beaucoup ont dû quitter leur maison et se cacher. Beaucoup de ceux qui travaillent dans le secteur public vivent dans des logements fournis par le gouvernement. Maintenant, les militaires les expulsent de force. Ainsi, de nombreux travailleurs qui rejoignent le MDC sont confrontés à une situation vraiment difficile. Mais le régime militaire, qui est maintenant au pouvoir depuis plus de 100 jours, ne peut pas diriger le pays. Nous ne les laisserons pas faire, nous continuerons la lutte. Nous devons maintenant intensifier la campagne. Nous organisons par exemple les enseignants en leur montrant comment former un syndicat et en leur présentant les syndicats internationaux.

ISA : Vous avez mentionné à plusieurs reprises le MDC. Est-ce que le MDC joue toujours un rôle central dans la lutte, et si oui, comment cela?

Khaing Zar : Oui, les travailleurs sont toujours derrière le MDC, ils ne retournent pas au travail pour soutenir le régime militaire. C'est parce que nous, le peuple du Myanmar, avons une très mauvaise expérience du régime militaire. Je suis sûre que vous savez que le Myanmar a été sous régime militaire pendant plusieurs décennies. Notre système éducatif a été détruit et nous avons connu le travail des enfants et le travail forcé. La liberté d'association n'existait pas. Les droits des travailleurs et les droits humains n'existaient pas. Dans de nombreux cas, des enfants ont été arrachés à leur famille pour être soumis au travail forcé. C'était une situation très

suite à la page(16)

Emeutes de la faim : la classe ouvrière doit s'organiser contre la classe capitaliste criminelle

L'Afrique du Sud est actuellement en proie à des émeutes de la faim. On a vu au KwaZulu-Natal (KZN), à Gauteng, au Cap-Oriental et au Nord-Ouest des masses de gens se précipitant pour obtenir le peu qu'ils peuvent dans les centres commerciaux, les chaînes d'épicerie et autres magasins.

De nombreux bâtiments ont également été incendiés. À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 70 personnes ont été tuées dans ce chaos et plus de 1200 arrestations ont été effectuées. Il est presque certain qu'avec le déploiement de la Force de défense nationale sud-africaine (SANDF) et d'une force de police de plus en plus désespérée à l'idée de rétablir la loi et l'ordre, ces chiffres vont augmenter de manière significative dans les jours à venir.

Les actions de protestation ont commencé après que la décision de la Cour constitutionnelle a ordonné à l'ancien président, Jacob Zuma, de se présenter dans un établissement correctionnel pour commencer sa peine de 15 mois après avoir été reconnu coupable d'outrage au tribunal. Les mobilisations en faveur de la libération de Zuma ont adopté une autre tournure aux premières heures du dimanche 11 juillet, lorsque plus de 20 camions ont été incendiés dans la région de Mooi River, dans le KZN. Les manifestant·es se sont alors livré·es à des incendies et à des pillages dans plusieurs régions du KZN, puis à Johannesburg, alors que les troubles s'étendaient à l'ensemble du pays. Lundi, certaines parties de Pretoria étaient également en feu, tandis que des centres commerciaux de Mamelodi étaient incendiés. Dans un discours public lundi soir, le président Ramaphosa a appelé au calme, tout en annonçant le déploiement de l'armée sud-africaine pour renforcer une force de police débordée.

Des émeutes pour la nourriture, pas pour Zuma

Dimanche, il était déjà clair que ces manifestations s'étaient transformées en émeutes de la faim, bien que les médias aient continué à les qualifier de pro-Zuma. Cela n'a toutefois pas empêché la faction pro-Zuma d'utiliser opportunément la situation pour jeter de l'huile sur le feu, les enfants de Zuma menant la charge sur les médias sociaux. Les dommages causés par les pillages, l'incendie de camions et d'infrastructures dans le seul KZN avaient dépassé les 100 millions de rands à ce stade. La Special Risks Insurance Association (Sasria) s'attend à ce que les sinistres résultant des troubles actuels se chiffrent en milliards de rands. Durban, Umbilo, Umhlanga, Springfield Park sont parmi les villes les plus touchées du KZN. Certaines parties de Gauteng sont également touchées, notamment Soweto, Berea, Katlehong, Jeppestown, Daveyton, Benoni, Tembisa et Mamelodi. Les journalistes qui ont essayé d'obtenir des commentaires sur Zuma ont été complètement ignorés par les gens qui se sont précipités pour prendre de la nourriture pour leurs familles ou des articles qui pourraient être vendus ou échangés plus tard.

Les facteurs motivant les émeutes de la faim ont peu à voir avec la demande de libération de Zuma. Plusieurs manifestant·es accusent le gouvernement d'être responsable de la crise économique. Le chômage de masse, le manque d'opportunités pour les jeunes et la corruption au sein du gouvernement font partie des griefs exprimés par les manifestants. Cependant, de nombreuses personnes ont également rejoint les émeutes par pur



Avec le déploiement de l'armée pour aider la police, le gouvernement a signalé qu'il avait perdu le contrôle

désespoir. Le fait que les supermarchés aient été les premiers visés indique que ces émeutes visent à obtenir les produits de première nécessité pour survivre.

Avec le déploiement de l'armée pour aider la police, le gouvernement a signalé qu'il avait perdu le contrôle. Il faut souligner que cela a été fait pour protéger la propriété privée et les profits, et non pour protéger les gens ordinaires et les communautés. Au lieu d'utiliser les infrastructures et les ressources de la SANDF pour lutter contre l'inégalité et la faim en distribuant des produits de première nécessité à ceux qui en ont besoin, Ramaphosa – conformément à sa réponse à la pandémie – a eu recours au déploiement des forces de l'État avec leurs armes tournées vers les masses. Ils ont averti les communautés de ne pas les provoquer et qu'ils ne toléreraient pas l'indiscipline.

La violence d'un système capitaliste

Il peut être tentant de considérer les troubles actuels comme des actes de violence insensée, mais il est important de comprendre la violence systémique permanente que la classe capitaliste et ses représentants au sein du gouvernement sud-africain exercent sur la classe ouvrière et les pauvres depuis des années. Près de 500 jours de confinement ont accéléré le ralentissement économique qui était déjà évident en 2019.

Au cours des 10 derniers mois, le coût de la vie est monté en flèche avec une inflation galopante, le coût du panier alimentaire du ménage moyen ayant augmenté de 7,1%. Des hausses de prix de l'électricité allant jusqu'à 17,8% sont entrées en vigueur au début du mois, malgré les périodes continues de délestage à l'échelle nationale. Cette situation s'est produite après une contraction de 7% de l'économie sud-africaine en 2020 et un gonflement du taux de chômage élargi à un niveau historique de 43,2%, plus de 1,5 million de personnes ayant perdu leur emploi dans la pandémie. Les retombées de cette dévastation économique ont traversé toutes les couches de la classe ouvrière, les Sud-Africain·es s'endettant de plus en plus pour assurer leur subsistance.

Il y a plus d'un an, M. Ramaphosa a été félicité pour sa gestion de la crise du COVID, avec la mise en œuvre d'un confinement sévère et d'un plan de relance de 500 milliards de rands pour en contrer les effets. Un an plus tard, moins d'un tiers des mesures de relance ont été utilisées, malgré la situation précaire persistante engendrée par la pandémie. À la fin du mois d'avril, les allocations mensuelles de secours social de détresse (SRD) de R350 destinées aux chômeurs et chômeuses ont été interrompues alors que l'ANC faisait valoir que l'économie sud-africaine était sur la voie de la reprise. Cela s'ajoute au fait que le Trésor déclare qu'il va réduire le budget au cours des trois prochaines années. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population et de l'inflation, cela équivaut à une diminution de 10% des dépenses par personne.

Nous assistons également à des vagues d'infection de plus en plus graves, malgré les annonces prématurées que le gouvernement ne cesse de faire sur la manière dont l'économie est sur la voie de la reprise. Cette situation n'est pas du tout favorisée par une campagne de vaccination bâclée, qui a conduit à ce que seuls 2,3% du pays soient entièrement vaccinés, soit l'un des taux les plus bas au monde à l'heure actuelle.

Les fractions de l'ANC : deux faces d'une même pièce capitaliste

Les fractions ont creusé un profond fossé au sein de l'ANC au fil des décennies. Ramaphosa est entré en fonction avec la tâche impossible de débarrasser l'ANC de la corruption, une tâche qui, selon nos prévisions, conduirait à la destruction complète du parti. La profondeur de la corruption au sein de l'ANC a été illustrée par les scandales de corruption qui continuent d'émerger depuis l'année dernière – au lieu de débarrasser l'ANC de la corruption, la gestion bâclée de la pandémie par Ramaphosa a créé de nouvelles voies pour celle-ci. Les contradictions de l'ANC sont peut-être les plus évidentes lorsque les plus grands pillards de la société appellent les désespérés et les pauvres à ne pas piller !

Ni la fraction de Zuma ni celle de Ramaphosa n'ont le soutien des masses. Et de nombreux manifestants ont exprimé leur colère envers l'ANC dans son ensemble. Il existe une méfiance évidente entre la classe ouvrière et l'ANC. La faim, le désespoir et les inégalités continuent d'éroder la crédibilité de l'ANC, qui continue de faire peser le coût de la pandémie et des récessions précédentes sur le dos de la classe ouvrière avec des mesures d'austérité brutales. En 2019, pour la première fois depuis 1994, moins de la moitié de la population votante a voté, et l'ANC a même eu du mal à obtenir une majorité. Cela a signalé une sérieuse désillusion dans l'establishment politique.

Alors que la brigade RET [RET – Radical Economic Transformation] dirigée par Jacob Zuma utilise ce moment pour poursuivre son programme de discrédit de Ramaphosa en semant l'anarchie et la confusion, le président fera tout ce qu'il peut pour apaiser les intérêts du secteur privé. Le massacre des mineurs en grève de Marikana en 2012 ne nous donne qu'un aperçu des mesures que Ramaphosa pourrait prendre pour s'assurer la confiance de la classe des investisseurs. Aucune de ces fractions ne s'attaquera à la racine des bouleversements actuels – les échecs du système capitaliste et le projet d'austérité partagé par l'ANC. Les deux fractions sont mariées au système capitaliste qui leur donne accès au pouvoir. La pandémie nous a fait entrer dans une nouvelle ère politique et la confiance dans l'ANC pour surmonter les tempêtes qui continuent s'érode plus rapidement que jamais.

La formule d'une classe ouvrière de plus en plus angoissée et la trahison totale des partis au pouvoir dans la gestion de la pandémie amèneraient quiconque à se demander pourquoi de tels événements explosifs n'ont pas encore eu lieu au cours de l'année écoulée. Mais en tant que marxistes, nous reconnaissons qu'il doit d'abord y avoir une étincelle. Ces événements ont montré que rien n'arrête la classe ouvrière une fois que toutes les craintes ont été écartées. Les accusations du ministre de la police, Bheki Cele, selon lesquelles les émeutes auraient été provoquées par des instigateurs, passent totalement à côté de l'essentiel.

Le chaos et l'anarchie ne sont pas la solution

L'économie capitaliste représente un crime sanglant contre la classe ouvrière et elle ce système doit être renversée. Cependant, la nature destructrice et inorganisée des émeutes continue d'aliéner les masses. Et ce, bien que la majorité de la classe ouvrière partage les mêmes frustrations que ceux qui ont recours à ces tactiques.

Les communautés de la classe ouvrière s'inquiètent sérieusement de la sécurité alimentaire et des pertes d'emplois supplémentaires dues aux destructions. L'obstruction des lignes d'approvisionnement et l'incendie d'installations liées aux soins de santé posent un problème encore plus grave alors que l'Afrique du Sud est en proie à sa troisième et pire vague de COVID-19 à ce jour. Dans tout le pays, les magasins et les centres commerciaux vident leurs stocks et ferment leurs portes à titre préventif, demandant aux travailleurs de rester chez eux, sans être payés. Les grandes chaînes verront les dommages et les stocks perdus remboursés par leur assurance, tandis que les petites entreprises subiront les pires effets. Non seulement cela accélérera le transfert de richesses et de capitaux vers les grandes entreprises, mais cela pose un risque sérieux de diviser encore plus les communautés.

Bien que ces émeutes puissent être efficaces pour garantir les besoins de base dans l'immédiat, la seule façon de garantir que les besoins de base de toutes et tous soient satisfaits est de transformer l'économie capitaliste parasitaire en une économie démocratiquement planifiée. Pour cela, la classe ouvrière doit prendre sous son contrôle les sommets de l'économie. Au lieu de voler le pain sur les étagères, nous devons saisir les boulangeries, les moulins et les fermes commerciales ! Au lieu de détruire les lieux de travail et les services, nous devons mener une lutte de masse organisée et disciplinée afin de placer les usines, les lignes de distribution et les infrastructures essentielles sous le contrôle démocratique des travailleurs et des différentes communautés ! Ce n'est qu'en retirant les patrons de ces industries vitales que nous pourrons garantir que la nourriture et les produits de première nécessité soient accessibles à tous et non vendus pour le profit. Au lieu de voler du pain pour un jour, nous pouvons garantir la continuité de ce pain et mettre entièrement fin à la faim.

Construire une lutte de masse organisée, disciplinée et démocratique pour le socialisme!

Les couches organisées de la classe ouvrière doivent jouer un rôle de premier plan en donnant des orientations politiques susceptibles de déboucher sur des solutions tangibles, telles que la demande d'investissements massifs dans les infrastructures, les emplois et les services publics, ainsi que l'octroi d'un revenu de base pour soulager la misère qui touche de plus en plus toutes les couches de la classe ouvrière.

La classe dirigeante s'est révélée incapable de mettre fin à cette souffrance. La nécessité de construire une alternative politique, un parti de masse de la classe ouvrière qui soit pour et par la classe ouvrière et les pauvres, est plus urgente que jamais. Nous appelons la Fédération sud-africaine des syndicats (SAFTU) et les dirigeants de la classe ouvrière à convoquer immédiatement les organisations de la classe ouvrière, la jeunesse organisée, les organisations civiques et les syndicats dans une Assemblée nationale de la classe ouvrière pour discuter de la voie à suivre. Les frustrations et la colère légitimes de la classe ouvrière et des pauvres doivent être canalisées vers des actions constructives qui remettent en question le système capitaliste et ses catalyseurs – les partis au pouvoir. Alors que les médias et l'ANC diffusent des récits de divisions au sein de la classe ouvrière – entre les pilleurs et les travailleurs, les tribus, les nationalités et la couleur de peau – il appartient aux couches organisées de la classe ouvrière de forger un front uni capable de canaliser la colère de masse en actions susceptibles de garantir des gains sérieux pour la classe ouvrière. Nous ne saurions trop insister sur le danger que représentent les divisions raciales, tribales et nationales pour la libération de la classe ouvrière.

Nous devons également lier nos luttes aux couches militantes de l' Eswatini (appelé royaume du Swaziland jusqu'en 2018, situé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique) qui se révoltent contre le dernier monarque absolu d'Afrique, motivé par une inégalité similaire à celle que nous observons en Afrique du Sud. Nous pouvons nous inspirer des soulèvements qui ont lieu en Amérique latine, comme en Colombie, où une grève générale d'une journée lancée par la direction des syndicats a déclenché un mouvement de masse contre le gouvernement, avec des slogans marquants comme Nous en avons assez de survivre, nous voulons vivre. Ces protestations continues ont forcé le retrait de réformes fiscales hostiles à la classe ouvrière et la démission du ministre des finances. Elles ont montré au monde entier que même dans

suite à la page(18)

amère et difficile. Il est donc hors de question de revenir à un régime militaire. C'est pourquoi nous devons nous opposer à ce nouveau coup d'État militaire.

ISA : Nous comprenons les problèmes liés au régime militaire, mais le gouvernement de la NLD (Ligue nationale pour la démocratie, le parti d'Aung San Suu Kyi) n'était pas particulièrement favorable aux travailleurs. Il n'avait pas non plus de bonnes relations avec les minorités nationales, en particulier les Rohingyas bien sûr. Comment considérez-vous la NLD et le gouvernement d'unité nationale ? Défendront-ils les droits des travailleurs?

Khaing Zar : Nous sommes comme les syndicats dans le monde entier – nous n'avons généralement pas le soutien des gouvernements. Je ne vois personne dans le nouveau gouvernement proposé par la NLD qui connaisse le droit international, ils ne connaissent pas les syndicats parce que la plupart des membres de la NLD actuellement en poste étaient en prison pendant le régime militaire. Nous avons besoin de temps pour éduquer les personnes responsables des questions relatives aux travailleurs, que ce soit au sein du parti ou du gouvernement. Nous avons besoin de temps. Ce temps ne sera possible que lorsque nous aurons de meilleures conditions.

ISA : Nous avons remarqué que lors des élections, que les militaires ont maintenant annulées, il y avait quelques candidats ouvriers/syndicaux. Qu'ont-ils fait et n'y a-t-il pas un rôle pour la participation des travailleurs/syndicats aux élections?

Khaing Zar : Nous avions quelques candidats, mais nous avons perdu. Dans la plupart des cas, la NLD a gagné. Bien sûr, la plupart des gens voulaient que la NLD gagne, mais nous avons besoin de personnes qui comprennent les droits des travailleurs et qui défendront les travailleurs au Parlement. Nous n'avons vu personne dans le gouvernement précédent qui comprenait les problèmes des travailleurs, mais nous voulions être représentés au Parlement. C'est pourquoi certains de nos membres se sont présentés aux élections. Nous avons fait cela sans aucune coordination avec la NLD.

ISA : Pouvons-nous revenir sur une autre question ? Vous avez parlé de la nécessité pour les militants syndicaux du Myanmar d'avoir des contacts au niveau international, afin que les organismes internationaux puissent faire avancer la question à l'OIT (Organisation internationale du travail) et dans d'autres instances. D'après notre expérience, la solidarité des travailleurs est plus efficace lorsqu'il y a un contact direct entre les travailleurs sur les lieux de travail. Par exemple, l'industrie textile pose problème et H&M est un client important. H&M a initialement suspendu son contrat mais cela ne fut que provisoire. Il y a, ou il y a eu récemment, des grèves chez H&M en Espagne, au Chili, en Nouvelle-Zélande, et je pense en Belgique. Le contact direct au niveau de la base est toujours utile car ils font pression sur la direction ou en boycottant l'utilisation des marchandises. Il y a aussi la question du pétrole et du gaz, ces travailleurs sont organisés. S'ils comprenaient la nécessité, ils pourraient boycotter les livraisons de pétrole et de gaz en provenance du Myanmar. Cela porterait gravement atteinte au régime. Avez-vous eu des discussions dans ce sens ?



Les travailleurs du textile de Hengmao protestent contre leur licenciement

Khaing Zar : Eh bien, la Conférence internationale du travail (CIT) est sur le point de commencer et nous y remettrons en question les liens avec l'armée du Myanmar. Avant le début de la conférence, nous avons eu une réunion avec la Confédération syndicale internationale (CSI) pour lui demander de soutenir notre appel à la CIT et reconnaître le gouvernement d'unité nationale. Tous les syndicats internationaux sont d'accord avec nous et nous soutiennent. À la CIT, le groupe des travailleurs soutient notre appel. Les militaires et le gouvernement d'unité nationale ont tous deux envoyé des délégations à la CIT et tous deux ont posé leur candidature. C'est donc maintenant à l'OIT de décider si elles seront acceptées.

Récemment, l'Organisation mondiale de la santé a décidé d'exclure le Myanmar de sa réunion annuelle, car elle ne parvenait pas à déterminer qui était le représentant légitime. Nous ne voulons pas que la même chose se produise avec la CIT. Nous avons besoin que l'OIT rejette le régime militaire et reconnaisse le gouvernement d'unité nationale – nous y travaillons toujours. Je vous demande également de faire pression sur l'OIT.

En ce qui concerne les entreprises, en tant que présidente de la Fédération des travailleurs industriels du Myanmar, je travaille avec les marques qui sont présentes au Myanmar. J'ai été choquée lorsqu'elles ont annoncé qu'elles renouvelaient leurs commandes. Avant cette annonce, nous étions en train de négocier avec elles pour obtenir un accord visant à protéger les travailleurs qui perdent leur emploi à cause des attaques militaires, et nous sommes en train de finaliser cet accord pour protéger les travailleurs, en insistant particulièrement sur le fait qu'ils ne doivent pas être discriminés à cause de la question de la sécurité. Actuellement, si les travailleurs ne peuvent pas retourner au travail, après trois ou cinq jours, ils peuvent être licenciés sans compensation. Nous soutenons que les travailleurs ne peuvent pas être licenciés sans compensation – cela sera appliqué après notre accord.

Je suis très inquiète pour les travailleurs qui n'ont pas pu travailler, qui ont perdu leur emploi. C'est pourquoi nous nous sommes engagés auprès des marques, mais je vois maintenant qu'elles reprennent leurs commandes au Myanmar. Je ne suis pas d'accord avec cela.

En ce qui concerne les compagnies pétrolières et gazières, nous demandons des sanctions complètes, en particulier pour les compagnies pétrolières et gazières et les compagnies d'assurance. Nous nous concentrons sur ces secteurs car le pétrole et le gaz rapportent beaucoup d'argent aux militaires, et cela doit cesser immédiatement. Un autre problème concerne les assurances : nous demandons maintenant aux compagnies d'assurance de cesser d'investir au Myanmar, car sans assurance, aucune entreprise ne peut fonctionner. C'est très important, et nous y travaillons actuellement.

ISA : Vous avez un levier sur les marques qui n'est actuellement pas utilisé – le conseil d'administration ne s'intéresse qu'au profit, mais les travailleurs des marques ont un intérêt direct. Nous devrions faire campagne parmi eux pour soutenir votre lutte.

Khaing Zar : Oui, je suis tout à fait d'accord.

ISA : Nous avons vu que les femmes ont été à l'avant-garde de l'opposition au coup d'État. Elles ont été actives dans les rues, mais aussi soumises à d'horribles violences sexuelles après leur arrestation. Le rôle des femmes a été très inspirant. ISA et ROSA-International ont participé à la diffusion d'informations sur la répression et les violences sexuelles dont sont victimes les femmes au sein du mouvement. Que pouvez-vous dire sur la situation des droits des femmes au Myanmar aujourd'hui?

Khaing Zar : Eh bien, je constate que de nombreuses femmes mènent la révolution. Dans le mouvement syndical (pas seulement dans mon propre syndicat) et les ONG, de nombreuses femmes dirigent les activités. Mais comme vous le dites, le harcèlement sexuel est très répandu, comme en témoigne ce qui est arrivé à la dirigeante de la Solidarité des syndicats du Myanmar, Daw Myo Aye, qui a été arrêtée. J'ai entendu dire qu'elle devait être soignée. Mais ce que je vois maintenant, c'est que les hommes et les femmes travaillent et luttent ensemble. Les femmes ne sont pas laissées pour compte dans ce mouvement.

ISA : Nous avons vu le chiffre de 60% de femmes parmi les manifestants au Myanmar?

Khaing Zar : Oui, je pense que c'est correct.

ISA : Nous aimerions en savoir un peu plus sur le rôle de votre syndicat – nous comprenons que, légalement, les syndicats sont nouveaux, ce qui rend encore plus impressionnant le fait qu'ils jouent un rôle important. Le rôle des travailleurs du textile a également été très impressionnant. Comment votre syndicat s'est-il développé?

Khaing Zar : En ce moment, nous essayons de faire de notre mieux pour soutenir les travailleurs qui soutiennent le MDC. Ils perdent leurs salaires, leurs maisons. Ils sont nombreux à se trouver dans une situation difficile. Par le biais des syndicats internationaux, nous collectons donc tout l'argent que nous pouvons. Chaque fois que nous recevons un soutien de la communauté internationale, nous envoyons un soutien aux travailleurs. Et nous faisons tout ce que nous pouvons à l'intérieur du pays.

Certains de nos dirigeants doivent se rendre dans les zones libérées où la Force de défense populaire (qui a été fondée en mai dernier sous l'autorité du gouvernement d'unité nationale, NdT) a établi une base. Là, nos membres s'organisent avec d'autres, dont des groupes politiques. Nous essayons d'organiser les travailleurs dans différents secteurs et de les mettre en relation avec des organisations internationales, afin d'obtenir l'aide que nous pouvons. Pour terminer, je voudrais vous demander votre aide, demander à vos dirigeants de faire pression sur vos gouvernements pour qu'ils ne reconnaissent pas la junte militaire à la CIT. Nous avons vraiment besoin que toutes les organisations internationales, à commencer par l'ONU, refusent de reconnaître ce gouvernement, pour le forcer à partir.

ISA : Vous avez dit à quel point le régime militaire était détesté. Malheureusement, il se qualifiait lui-même de parti bouddhiste socialiste birman. Et, vous le savez, ISA est une organisation socialiste. Comment considérez-vous le socialisme aujourd'hui?

Khaing Zar : En tant que syndicaliste, j'aime l'idéologie sociale-démocrate et bien sûr, dans le passé, de nombreux partis ont utilisé des idées socialistes et coopératives. Je pense que les idées ne sont pas mauvaises, mais leur mise en œuvre était incorrecte. Elles ont été corrompues et les gens n'ont pas confiance dans le système. Les gens ne considèrent pas que c'est un problème avec un parti, mais avec le système. En tant que syndicat, nous avons prévu d'éduquer nos membres, de leur apprendre les différentes idéologies. Nous avons bien sûr été très occupés et n'avons pas encore pu le faire, mais au sein de la direction, nous en avons discuté. En 2012, nous avions prévu une formation idéologique pour nos membres dirigeants. Nous pensons que c'est très important. On parle beaucoup de démocratie au Myanmar, mais les gens ne comprennent pas vraiment ce qu'est la démocratie. Nous avons besoin de beaucoup d'éducation politique.

ISA : Souhaitez-vous ajouter quelque chose?

Khaing Zar : Si nous pouvons communiquer davantage, je pourrai partager plus d'informations. En ce qui concerne les marques, nous avons maintenant un endroit sûr d'où nous pouvons nous organiser. Il y a de nombreuses violations ; il est très difficile de s'assurer que les droits des travailleurs sont respectés. Mais je pense que les chaînes d'approvisionnement sont importantes, pour des entreprises comme H&M. Primark, Adidas. Comme il y a des problèmes de sécurité tels que les explosions de bombes, les fouilles, les arrestations, les enlèvements et les vols dans les zones industrielles, les marques doivent s'engager auprès de leurs fournisseurs pour s'assurer que leurs fournisseurs et leurs usines respectent pleinement les droits des travailleurs et ne licencient aucun travailleur pour absence du travail pour des raisons de sécurité et des difficultés de communication.

Nous continuons à nous battre contre le régime militaire terroriste. Nous ne pouvons pas gagner ce combat seuls. Nous avons besoin du soutien international. Alors je crois que nous gagnerons.

Alternative socialiste internationale 2 juillet 2021

Madagascar : La police arrête des suspects de complot d'assassinat

Les services de sécurité de Madagascar ont annoncé aujourd'hui l'arrestation de six personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'organisation du complot visant à assassiner le président Andry Rajoelina, ainsi que des personnalités clés de son gouvernement.

Bien que les noms des personnes arrêtées n'aient pas été divulgués, le ministre malgache de la Sécurité publique, Rodellys Fanomezantsoa Randrianarison, a précisé que l'une d'entre elles est française et deux autres sont originaires de cette île africaine, mais possèdent la nationalité française.

La précision du titre suggère que le plan implique des mercenaires dont les actions en Afrique depuis des décennies ont été vastes dans des pays comme l'Angola, où un groupe de ces soldats de fortune a été soumis à un procès public en 1975, la Côte d'Ivoire et Djibouti entre autres.

Les arrestations font suite à plusieurs mois d'enquêtes et de collecte de données par les organes de sécurité publique, toujours selon le ministre lors d'une conférence de presse, dont les détails ont été publiés aujourd'hui par les médias locaux.



Arrestation de deux Français pour tentative d'assassinat du président Andry Rajoelina

Source: Prensalatina
Résumé latino-américain
23 juillet 2021

Deux avions humanitaires russes s'envolent vers Cuba

Par Anastassia Verbitskaïa

Moscou a dépêché ce samedi son plus gros avion-cargo à Cuba, pays frappé par une crise économique, pour y acheminer de l'aide humanitaire destinée notamment à lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Deux avions-cargos militaires russes An-124 ont décollé à destination de Cuba afin d'y acheminer de l'aide humanitaire, a annoncé ce samedi le ministère russe de la Défense.

Le fret de 88 tonnes, envoyé sur ordre de Vladimir Poutine, chef des armées, comprend des produits alimentaires, des équipements de protection individuelle et plus d'un million de masques, a précisé le ministère dans son communiqué.

L'avion An-124 Ruslan est le second plus gros avion du monde produit en série et peut embarquer jusqu'à 150 tonnes de charge utile.



L'avion An-124 Ruslan est le second plus gros avion du monde produit en série et peut embarquer jusqu'à 150 tonnes de charge utile

La crise à Cuba

Les autorités cubaines ont recensé le 23 juillet 7784 cas de contamination au Covid-19, selon l'Université Johns Hopkins, un nouveau record pour ce pays.

Frappée par la pandémie et par le renforcement de l'embargo américain, l'économie de ce pays a décru de 11% en 2020. Cuba connaît une croissance rapide des cas de Covid-19 dans plusieurs provinces, selon l'Organisation panaméricaine de la santé. L'aide humanitaire qui lui est destinée tombe sous le coup de l'embargo en question.

Par exemple, les dons d'une ONG suisse à destination de La Havane ont été bloqués car l'assureur du transport « était lié à des intérêts américains », a indiqué à Sputnik François-Michel Lambert, député du Groupe Libertés et Territoires et président du groupe d'amitié France-Cuba.

La crise traversée par le pays donne lieu, ces dernières semaines, à des manifestations antigouvernementales, largement inspirées par Washington, selon le député.

Sputniknews 24 juillet 2021
Réseau International
25 juillet 2021

Afrique du Sud : Jacob Zuma sort de prison pour des funérailles

L'ex-président sud-africain Jacob Zuma, emprisonné pour outrage depuis le 8 juillet, a pu se rendre aux obsèques de son frère jeudi grâce à une permission exceptionnelle de sortie.



Jacob Zuma

« En tant que détenu à courte peine et classé à faible risque, la demande de congé pour raisons familiales » présentée par Jacob Zuma "a été approuvée", avaient annoncé les services pénitentiaires. Tôt jeudi, l'ancien président a discrètement quitté la prison d'Estcourt pour parcourir les quelque 175 km la séparant de son fief de Nkandla (Est), où il possède une vaste résidence et où son frère cadet Michael, mort à 77 ans d'une longue maladie, devait être inhumé.

Des soldats étaient positionnés le long la route qui mène à un groupe de maisons aux toits de chaume, entourées de collines, où réside la famille nombreuse de l'ancien président. A plusieurs reprises, un convoi de BMW noires est passé en trombe. Les violentes émeutes, pillages et incendies qui ont frappé l'Afrique du Sud mi-juillet et fait au moins 276 morts, avaient été déclenchées par l'incarcération de Jacob Zuma dans sa région du Kwazulu-Natal (Est), avant de s'étendre à Johannesburg.

Outrage à la justice

Plusieurs centaines de ses partisans, certains armés, s'étaient retrouvés à Nkandla, pendant les quelques jours d'incertitude précédant l'ultimatum de la justice pour son incarcération. Il s'était enfin constitué prisonnier le 8 juillet au petit matin.

suite à la page(18)

Suite de la page (15)

des conditions désespérées, la classe ouvrière peut et doit se battre. Par-dessus tout, nous devons construire un mouvement de masse de la classe ouvrière qui garantira que ces soulèvements inévitables seront organisés démocratiquement, dirigés par la classe ouvrière et engagés dans la lutte pour un programme socialiste international.

L'ensemble du mouvement ouvrier, des communautés et de la jeunesse doivent être mobilisés dans une journée nationale d'action.

Instauration d'une allocation de base pour celles et ceux qui sont au chômage et dans le besoin ; augmentation des allocations pour les travailleurs et travailleuses affecté·es par le confinement, y compris ceux et celles du secteur informel ; d'un programme d'emplois de masse dans le secteur public avec un salaire vital garanti pour tous et toutes ; et d'un moratoire sur les pertes d'emplois et les réductions de salaires et d'allocations. Non au salaire minimum esclavagiste : R12.500 par mois pour tous les travailleurs et toutes les travailleuses MAINTENANT !

Construction de comités d'autodéfense communautaires organisés et démocratiques au lieu de s'appuyer sur les méthodes répressives ; nous nous opposons à tout déploiement de l'armée dans nos communautés!

Les petites entreprises doivent être soutenues par des aides publiques pour les aider à se remettre des pillages et des effets des confinements.

La pandémie doit être éradiquée le plus rapidement possible! Nationalisation des entreprises pharmaceutiques, des laboratoires, des hôpitaux privés et des compagnies d'assurance afin de garantir que toutes les ressources soient consacrées à la fin de la pandémie et non aux profits. Suspension des brevets et mobilisation des ressources nécessaires pour une vaccination rapide de toutes et tous – pour une mise à niveau massive de l'industrie médicale afin de produire des vaccins en faisant payer les grandes entreprises et les super riches. La distribution et la production de tous les vaccins, y compris le vaccin Johnson&Johnson conditionné à Gqeberha, devraient être contrôlées démocratiquement par la classe ouvrière afin d'obtenir une immunité collective.

Nationalisation des fermes commerciales, du secteur de la grande distribution et des industries hôtelières sous le contrôle démocratique des travailleurs. Cela garantira que personne vivant dans ce pays n'aura faim!

Les vrais pilleurs sont les membres du gouvernement et les patrons. Un siège au gouvernement ne devrait pas être un ticket pour s'enrichir grâce à des relations d'affaires et au pillage des fonds publics! Les élu·es ne devraient percevoir que le salaire moyen d'un travailleur ou travailleuse qualifié·e. Construisons un parti ouvrier de masse armé d'un programme socialiste.

Workers and socialist party (ISA en Afrique du Sud)
Alternative Socialiste
22 juillet 2021

Suite de la page (17)

Dès le lendemain, des routes à proximité avaient été bloquées par ses partisans, qui ont aussi mis le feu à des pneus, avant que la violence ne dégénère en pillages et incendies criminels.

Jacob Zuma avait été condamné fin juin pour outrage à la justice, pour avoir obstinément refusé de comparaître devant une commission qui enquête sur la corruption d'Etat sous sa présidence (2008-2019). Pour cette sortie exceptionnelle, il a été autorisé à s'habiller en civil et à laisser sa tenue de prisonnier quelques heures, avaient précisé les services pénitentiaires.

Corruption et racket

Surnommé le "président Teflon" pour son habileté à échapper à la justice, Jacob Zuma doit encore comparaître en août pour répondre de 16 chefs d'accusation de fraude, corruption et rackets liés à l'achat, en 1999, de matériel militaire auprès de cinq sociétés d'armement européennes, alors qu'il était vice-président. Le groupe français Thales est aussi poursuivi pour corruption et blanchiment.

L'ex-dirigeant charismatique, emprisonné dix ans au pénitencier de Robben Island aux côtés de l'icône Nelson Mandela pour son engagement dans la lutte contre le régime d'apartheid, conserve de fervents soutiens, notamment en pays zoulou dont il est originaire mais aussi au sein du parti de Mandela, le Congrès national africain (ANC), au pouvoir.

Africanews 19 Juillet 2021

Suite de la page (3)

l'Equatorien Walter Veintemilla, propriétaire du Worldwide Capital Lending Group à Miami et financier de l'opération dans laquelle Moise a été assassiné, a reconnu avoir apporté de l'argent non pas pour tuer le président mais pour favoriser un changement dans le pays. Veintemilla prévoit une action en justice contre les autorités haïtiennes qui l'ont pointé du doigt pour avoir financé le complot.

L'avocat de Veintemilla, Robert Nicholson, a assuré que son client était en rendez-vous avec des Haïtiens et des étrangers actuellement sous enquête, dont le docteur Christian Emmanuel Sanon, considéré comme l'un des auteurs intellectuels du crime et désormais détenu. Veintemilla a reconnu que Worldwide Capital Lending Group avait collecté environ 172 000 $ auprès d'investisseurs et l'avait remis à Sanon, et qu'il avait précédemment attribué une somme similaire à Antonio Intriago, propriétaire de CTU Security LLC, initialement désigné comme la société qui a recruté les mercenaires colombiens accusés de l'opération.

Nicholson a déclaré que le rôle de son client était de financer les dépenses des aspirations présidentielles de Sanon et que Sanon le rembourserait avec de futurs contrats une fois qu'il serait en charge de l'exécutif haïtien. « *Ni Worldwide Capital ni M. Veintemilla n'étaient au courant d'un quelconque complot d'assassinat présumé* », a insisté Nicholson.

Alors que le département d'État américain a confirmé que six des citoyens colombiens arrêtés pour leur participation présumée à l'assassinat avaient reçu une formation militaire aux États-Unis, « *à ce jour, l'État et le ministère de la Défense ont identifié six personnes qui auraient pu être impliquées dans le complot et précédemment participé à des programmes d'entraînement et d'éducation militaires aux États-Unis alors qu'elles servaient dans l'armée colombienne* », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ned Price.



Martine Moise faisant ses adieux à son mari.

Cette semaine, plusieurs cérémonies en l'honneur du président assassiné ont eu lieu à Port-au-Prince. L'un d'eux était en présence d'Ariel Henry, le nouveau Premier ministre, qui a pris ses fonctions mardi avec la promesse de rétablir l'ordre pour organiser les élections réclamées par la population haïtienne. Haïti n'a actuellement pas de Parlement fonctionnel et ne compte qu'une poignée de sénateurs élus, les mandats de la majorité ayant expiré.

Résumé latino-américain
24 juillet 2021

Suite de la page (12)

économique dans le respect de notre souveraineté, que nous avons mise en pratique dans la conception et l'application du Traité économique et commercial avec les États-Unis et le Canada, peut aider.

De toute évidence, ce n'est pas rien d'avoir un pays comme les États-Unis comme voisin. Notre proximité nous oblige à rechercher des accords et ce serait une grave erreur de botter Samson avec nous, mais en même temps nous avons de puissantes raisons d'affirmer notre souveraineté et de démontrer avec des arguments, sans **sloops**, que nous ne sommes pas un protectorat, une colonie ou sa cour arrière. De plus, avec le temps, peu à peu une circonstance favorable pour notre pays a été acceptée : la croissance excessive de la Chine a renforcé l'opinion aux Etats-Unis qu'il fallait nous considérer comme des alliés et non comme des voisins lointains.

Le processus d'intégration a lieu depuis 1994, date de la signature du premier traité, qui est encore incomplet, car il n'a pas abordé la question du travail, comme il le fait maintenant, permettant l'installation d'usines de pièces automobiles dans le secteur automobile et d'autres branches et des chaînes productives ont été créées qui nous rendent mutuellement indispensables. On peut dire que même l'industrie militaire aux États-Unis dépend des pièces automobiles fabriquées au Mexique. Je ne dis pas cela avec fierté mais pour souligner l'interdépendance existante. Mais en parlant de cette affaire, comme je l'ai mentionné au président Biden, nous préférons une intégration économique à dimension souveraine avec les États-Unis et le Canada, afin de récupérer ce qui a été perdu en matière de production et d'échanges avec la Chine, que de continuer à s'affaiblir comme une région et d'avoir dans le Pacifique une scène en proie à des tensions guerrières ; En d'autres termes, nous voulons que les États-Unis soient forts économiquement et pas seulement militairement. Atteindre cet équilibre et non l'hégémonie d'un pays, est la chose la plus responsable et la plus commode à faire pour maintenir la paix pour le bien des générations futures et de l'humanité.

Tout d'abord, nous devons être réalistes et accepter, comme je l'ai déclaré dans mon discours à la Maison Blanche en juillet de l'année dernière, que si la Chine domine 12,2 % du marché mondial des exportations et des services, les États-Unis ne le font que dans 9,5 % ; et cette inégalité vient d'il y a seulement 30 ans, car en 1990, la participation de la Chine était de 1,3 % et celle des États-Unis de 12,4 %. Imaginez si cette tendance des trois dernières décennies se poursuivait, et que rien ne pourrait légalement ou légitimement l'empêcher, dans 30 ans, d'ici 2051, la Chine aurait une domination de 64,8% du marché mondial et les États-Unis entre 4 et 10 % ; qui, j'insiste, en plus d'une disproportion inacceptable dans le domaine économique, entretiendrait la tentation de parier sur la résolution de cette disparité par l'usage de la force, qui nous mettrait tous en danger.

On pourrait supposer de manière simpliste qu'il appartient à chaque nation d'assumer sa responsabilité, mais dans le cas d'une affaire aussi délicate et attachante, dans le respect des droits d'autrui et de l'indépendance de chaque pays, nous pensons que la meilleure chose serait de nous renforcer économiquement et commercialement en Amérique du Nord et à travers le continent. D'ailleurs, je ne vois pas d'autre issue ; Nous ne pouvons pas fermer nos économies ou parier sur l'application de tarifs douaniers aux pays exportateurs du monde, et encore moins déclarer une guerre commerciale à qui que ce soit. Je pense que la meilleure chose est d'être efficace, créatif, de renforcer notre marché régional et de rivaliser avec n'importe quel pays ou région du monde.

Bien sûr, cela passe par une planification conjointe de notre développement ; **rien de lâcher prise ou de lâcher prise.** Des objectifs très précis doivent être définis ensemble ; par exemple, arrêtez de rejeter des migrants, pour la plupart jeunes, quand pour grandir il faut une main-d'œuvre qui, en réalité, n'est pas suffisamment disponible aux États-Unis ou au Canada. Pourquoi ne pas étudier la demande de main-d'œuvre et ouvrir les flux migratoires de façon ordonnée ? Et dans le cadre de ce nouveau plan de développement conjoint, la politique d'investissement, le travail, la protection de l'environnement et d'autres questions d'intérêt mutuel pour nos nations doivent être considérées.

Il est évident que cela doit impliquer une coopération pour le développement et le bien-être de tous les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes. La politique des deux derniers siècles, caractérisée par des invasions pour mettre ou supprimer des dirigeants au gré de la superpuissance, est déjà inacceptable ; Dites adieu aux impositions, ingérences, sanctions, exclusions et blocages.

Au lieu de cela, appliquons les principes de non-intervention, d'autodétermination des peuples et de règlement pacifique des différends. Entamons une relation sur notre continent sous la prémisse de George Washington, selon laquelle, « les nations ne devraient pas profiter du malheur des autres peuples ».

Je suis conscient qu'il s'agit d'un sujet complexe qui requiert une nouvelle vision politique et économique : la proposition est, ni plus ni moins, que de construire quelque chose de similaire à l'Union européenne, mais attaché à notre histoire, notre réalité et nos identités. Dans cet esprit, le remplacement de l'OEA par un organe véritablement autonome, non laquais de personne, mais médiateur à la demande et à l'acceptation des parties en conflit, en matière de droits de l'homme et de démocratie, ne doit pas être exclu. C'est une grande tâche pour de bons diplomates et politiciens comme ceux qui, heureusement, existent dans tous les pays de notre continent.

Ce qui est proposé ici peut sembler une utopie ; cependant, il faut considérer que sans l'horizon des idéaux on ne peut aller nulle part et que, par conséquent, cela vaut la peine d'essayer.

Gardons vivant le rêve de Bolivar.

Merci beaucoup.

Castillo Chapultepec, Mexico, 24 juillet 2021

Suite de la page (20)

de jouvence au « T.C » ; mais aussi comme claviériste suffisant. Après les passages successifs d'Ernst Marcelin qui avait contribué par sa touche innovatrice et sa sonorité diffuse à la renaissance du groupe, conséquemment à la domination du ***zouk.*** Et relayé par Fabrice Rouzier qui a maintenu le cap avec son allure orchestrale. Des paramètres qui lui ont servi de modèles. Attendu qu'il s'est aussi acquitté dans ses propres voies, à dessein, des nappes sonores exultant du ***swing***. Tout en expérimentant différentes approches du milieu ambiant. Mais, lorsqu'il a voulu enfiler du ''ansyto", il est rappelé alors à l'ordre par Herman Nau qui l'a informé des normes à ne pas franchir.

En tout cas avec le « Tabou Combo », Dany a pris part au cours d'une décade aux œuvres séquentielles : ***Referans, 360 degre, Sans limites***, à travers lesquelles ses empreintes ont été dominantes dans les nouvelles démarches du groupe. Qui s'est bien apprêté de ses excentricités ''overlap", avec : ***loving you, freaking you, baby take me, party time, se wou m vle,*** etc ; qui se rangent de la ballade en fusion, cocktail ***konpa, zouk*** et ***calypso.*** Réadaptation de ***hip-hop, pop, r&b rap, dance-hall*** font partie de son terrain d'exploration. Dans un ensemble qui semblait vouloir faire peau neuve avec l'intégration des jeunots : Yves Abel, Ralph Condé, puis Gary Josama en plus de Dany qui seraient les continuateurs d'un « Tabou » futuriste. Avec pour modèles les « Septent » et « Tropic » qui ont su bien se renouveler; en s'acquittant aux jeux des alternances. Mais les décideurs ont préféré jouer aux dinosaures et prétendre émuler les increvables « Rolling Stones ». Juste pour mijoter un Shoubou dont le souffle s'est effrité au fond d'un verre depuis la nuit des temps.

C'est là (à part Nau), qu'ils n'avaient pas compris la portée de Dany, qui parallèlement a continué de prospecter d'autres avenues du business et du show. Incluant des randonnées avec Shedley Abraham, Touco Bouzi dans la collection :***"Les rois du konpa"*** ; apportant sa prépondérance dans l'ingénieuse réadaptation de ***yesterday*** des « Beatles ». S'engageant de même dans des projets avec Wycleft (qui n'a eu vraiment rien à lui offrir); et l'a continuellement tourné en rond. A une période où Dany a commencé à se détourner de plus en plus du « T.C » ; en quête d'autres opportunités plus probantes pour son énorme talent. Ce qui s'est produit avec son implication avec la fameuse compagnie d'édition et d'enregistrement EMI; qui lui a offert un contrat de prince. Devenant dans la 1ere décade de ce millénaire : compositeur, arrangeur, producteur maison de cette célèbre entreprise.

Avec laquelle a débuté une nouvelle destination sur les autoroutes de la gloire. Après avoir côtoyé les sentiers du '*'stardom"* avec le « Tabou », au sein duquel, il a aussi tant appris. C'est le temps de donner de l'essor à sa carrière. Installé dans un superbe appartement de Manhattan pour s'adonner aux devoirs d'élaborateur musical. Disposant déjà d'un catalogue enviable qui l'a autorisé à collaborer avec l'anglais Robby Williams dans l'œuvre ***''come undone"***. Lequel est le récipiendaire de multiples distinctions en Europe ; avec 18 millions d'exemplaires vendus. Où il a fini par se fixer, vivant entre Paris et Londres. Sans oublier ses associations épiques avec Gerry Wonder ainsi que Ashanti. De même que ses randonnées avec Thierry Cham. Et d'autres percées avec Joss Jones qui lui ont valu de fouler le tapis rouge du fameux Grammy's.

En plus de tout ça, Dany Pierre a aussi pris part à des musiques de film ; ayant mis en vedette l'acteur Will Smith. Et d'autres quêtes qui ont jalonné sa formidable trajectoire. Ayant aussi connu quelques revers en Europe où il a vécu près d'une décennie. Dans quelques investissements qui n'ont pas fait mouche. Mais, avec un catalogue contenant des millions d'œuvres vendues ; dans un milieu où le dynamisme et la vogue mutent constamment. Dany a décidé de retourner au bercail en Floride pour renouer avec le terrain médical, ses anciennes amours. Où il a pris sa retraite de la musique ; en s'associant à Palm Beach dans une compagnie qui a pour but de donner une profession de RN (infirmières licenciées) et LPN (infirmières auxiliaires) à nombres de femmes et d'hommes de sa communauté. Ce qui reste pour lui le plus grand motif de satisfaction ; que de pouvoir aider des gens à prendre en main leur destinée. Quant à la musique, il est toujours à l'écoute et s'entiche de « Klass ». Pour dire, que le feu musical brûle encore.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

OFFICE ASSISTANT who speaks English, French, and Creole to work in small office helping with taxes on Flatbush Avenue near Brooklyn College. Must be computer-literate. Call Fritz or Fanel between 4 pm to 6 pm on Mon, Tue, Thu, or Fri at 718.421.6787

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

Seeking Hairdressers, Stylists, Cosmetologists. Provide Beauty Services: Shampoo, Cut, Color, Style Hair, Dress Wigs. Massage Services, Hair Removal, Nail Care, Skin Care. Call: 347-276-0059

HELP WANTED

HOTEL CLEANING NYC- QUEENS-WHITE PLAINS. T&L Cleaning is looking for Housekeeping Staff for various Hotels. Room Attendants, Laundry Attendants, House-persons and Supervisors. Apply on-line at: tlcleaningservices.com/apply or call 1-800-610-4770

HELP WANTED

$18.50 NYC, $17 L.I. up to $13.50 Upstate NY! If you need care from your relative, friend/ neighbor and you have Medicaid, they may be eligible to start taking care of you as personal assistant under NYS Medicaid CDPA Program. No Certificates needed. 347-713-3553

HOME IMPROVEMENT

Eliminate gutter cleaning forever! LeafFilter, the most advanced debris-blocking gutter protection. Schedule a FREE LeafFilter estimate today. 15% off and 0% financing for those who qualify. PLUS Senior & Military Discounts. Call 1-877-763-2379

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote today. Call 1-888-871-0194

HOME IMPROVEMENT

Never Pay For Covered Home Repairs Again! Complete Care Home Warranty COVERS ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE. $200.00 OFF + 2 FREE Months! 866-440-6501

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

Pleins Feux Sur : Daniel «Dany Lebeau» Pierre (Port-au-Prince - ?)

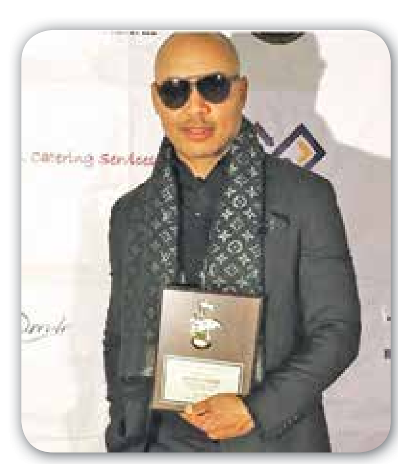
« Un artiste météorite »

Par Ed Rainer Sainvill

Débarqué en Floride avec ses parents alors qu'il n'a que six ans. Daniel a surtout connu les séances musicales d'un père révérend qui ne jure que par la musique œcuménique. Celle d'ambiance n'étant pas de mise ; l'obligeant à se servir d'un 'walkman' pour écouter les airs à la mode. Ce qui fait que le petit Dany a grandi sous une sorte d'austérité musicale, avec les claviers dans les tripes; sous l'œil avisé d'un papa qui est claviériste de son état. Qui l'autorise à s'innover en autodidacte au piano qui en est l'instrument-maison. Pourtant, un jour, alors que le pianiste attitré de l'église ne s'était pas montré. Son père lui a appris en deux trois mouvements les combinaisons tonales nécessaires pour animer la messe. Ce à quoi il a fini par prendre goût ; en devenant un membre hâtif du groupe de la paroisse. Et parallèlement, s'est aussi adonné au violon à la High School. Ajoutant d'autres éléments à son armada musicale en vue d'imminentes percées.

A ce carrefour, il explore les multiples sonorités périphériques. Autant que les vibrations ataviques de ses origines. Et s'est fait initier dans ce courant par des devanciers tels : Rigaud Duvernier, Charlot Raymonville entre autres. C'est donc à plein poumon qu'il veut se désaltérer à toutes les intonations globales, en faisant des courants prédominants : ***pop, r&b, hip-hop, rap, gospel, rock, konpa*** et de leurs dérivées, son apanage. Cependant, à côté de la musique il y a aussi les aspirations familiales. Pour un môme qui à l'école a toujours excellé en maths, sciences, chimie parmi d'autres. Et dont toutes les instances parentales et même personnelles prédisaient une carrière de disciple d'Esculape. C'est dans cette perspective qu'il a bénéficié d'une bourse pour des études universitaires à New-York.

Mais, une fois installé au ''Big Apple", Dany n'a eu d'autres préoccupations que la musique. Qui ne cesse de hanter son imagination fertile. Et l'impulse souvent à emprunter le chemin du studio d'enregistrement pour des prospections musicales ; au lieu de la route d'une bibliothèque pour des études d'anatomie. Ce qui va se refléter dans ses résultats académiques. Donc, pas facile à digérer pour l'oncle de Dany qui l'a en charge à NY. N'ayant pas vu l'ombre d'aucune auscultation médicale chez son neveu. Qu'il a dû renvoyer chez ses parents en Floride. Lesquels se sont montrés plus intransigeants ;



Daniel «Dany Lebeau» Pierre

en lui refusant l'entrée de la maison. Finalement recueilli par une tante libérale qui s'entiche bien de musique de climat. En lui donnant l'opportunité de se focaliser sur une carrière musicale.

A ce stade, il a retrouvé la route académique, imbu cette fois ci de ses priorités. En s'appliquant dans la composition, l'arrangement, la production, l'interprétation et le séquençage. En s'ajustant à s'édifier une marque dans cette espace d'expérimentation qu'est le ***hip hop*** ; incorporée dans les thématiques *''inter-nature"* des vibrations planétaires. Dans la connection, l'articulation, la synchronisation de modules confluents. Comme instrumentiste, il tâche de fusionner le style conventionnel de ses débuts aux pulsations cross-over. Pour en puiser une allure synthétique, au-delà d'un claviériste ''bouche trou". Tout en s'arc-boutant d'un timbre vocal infus de phonation félidée avec des bonds de falsetto qui s'accommodent bien de tics hégémoniques. Dans une orientation qui se voulait universelle.

Toujours en s'impliquant dans d'autres initiatives fugitives ; jusqu'à sa rencontre avec Marco Polo en compagnie duquel il a formé le groupe « Solèy » au début des années 1990. Lui donnant l'opportunité de cultiver l'ambiance native, pour en puiser des fibres innées ; tout en y injectant des excentricités cosmopolites. Il y trouve sa brèche dans l'interprétation des tubes haïtiens et étrangers. Subséquemment, Dany s'est trouvé par hasard à jouer avec son groupe en lever de rideau d'une prestation du « Tabou Combo ». C'est l'époque des hits: ***konpa m se pa m, Amélie*** et ***aux Antilles*** qui l'a toujours emballé et, qu'il s'est permis d'interpréter. Dans une réplique qui a laissé tout l'ensemble pantois. Lequel n'a pas fait de détails pour solliciter la collaboration de ce talentueux jeunot qui possédait évidemment les atouts nécessaires pour insuffler de nouvelles perspectives à des super stars dépassés.

A l'entame, il s'est retrouvé au Power Station de New-York pour prendre part en collaborateur bénévole aux enregistrements relatifs à la sortie de l'opus ***: ''Rasanble"*** ; suite à la mise au rancart du groupe par le public. Pour leur association avec le régime du coup d'état sanglant de 1991. C'est dans ce contexte de creux de la vague que Dany Pierre devenu Lebeau est apparu comme l'agent providentiel. Afin de métamorphoser un effectif clopin-clopant, qui n'avait pas vu passer le cycle des générations. A une période où le ***hip-hop*** battait son plein. C'est ainsi qu'il est demandé sur le champ de se prouver. Et c'est en pleine séance d'enregistrement qu'il a composé les morceaux ***''feel good"*** et ***''anba anba"*** avec leur funky groove. Bien que n'ayant pas bousculé les concepts, ils ont propulsé une nouvelle star qui avec le look et le savoir- faire est devenue une sensation instantanée. Ainsi qu'un engouement retrouvé pour un groupe qui avait pris tant de rides.

Au sein duquel ''Lebeau" s'est installé confortablement à la fois en compositeur, arrangeur, pourvoyeur vocal avec un timbre inusité qui a donné un bain

suite à la page(19)